ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTEGRAL — 18^e SEANCE

2^e Séance du Mercredi 19 Octobre 1966.

SOMMAIRE

1. — Loi de finances pour 1967 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 3557).

Postes et télécommunications (suite).

Mme Prin, MM. le président, Buot, Rossi, Dumortier, Schloesing, Commenay, Mme Thomé-Patenôtre, MM. Montagne, Marette, ministre des postes et télécommunications; Guyot, Degraeve, Morievat, Voilquin, Poncelet, Carlier, Brousset, Catry, Deniau.

MM. le ministre des postes et télécommunications, Dumortier.

Art. 28.

Adoption des crédits des postes et télécommunications.

Art. 29.

Adoption des crédits des postes et télécommunications inscrits au paragraphe I.

Adoption, par scrutin, des crédits des postes et télécommunications inscrits au paragraphe II.

Affaires sociales.

MM. Boisdé, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour le travail; Bisson, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour la santé publique; Herman, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le travail; le président.

Renvoi de la suite du débat.

2. — Ordre du jour (p. 3581).

PRESIDENCE DE M. JEAN MONTALAT,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1967 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044, 2050).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (Suite.)

M. le président. Nous continuons l'examen du budget annexe des postes et télécommunications, dont les crédits figurent aux articles 28 et 29.

Voici les temps de parole encore disponibles dans ce débat :

Gouvernement, 1 heure ;

Groupe de l'U. N. R.-U. D. T., 1 heure ;

Groupe socialiste, 15 minutes ;

Groupe du centre démocratique, 20 minutes ;

Groupe communiste, 15 minutes ;

Groupe du rassemblement démocratique, 15 minutes ;

Groupe des républicains indépendants, 5 minutes ;

Isolés, 5 minutes.

Les commissions ont épuisé leur temps de parole.

Ce matin, l'Assemblée a commencé d'entendre les orateurs inscrits.

Dans la suite de la discussion, la parole est à Mme Prin.

Mme Jeannette Prin. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, le budget des postes et télécommunications qui nous est présenté est à l'image du budget général : un budget d'austérité pour le personnel, bien que pour 1967 l'excédent des recettes sur les dépenses s'élève à 140 milliards d'anciens francs.

Encore faut-il souligner que ce budget de 1967, comme ceux qui l'on précédé, ne traduit pas la vérité.

Au chapitre des recettes d'exploitation ne figurent pas toutes celles qui devraient y être inscrites. Il y manque, en particulier, le montant de la subvention de l'Etat destinée à compenser le manque à gagner dû aux tarifs préférentiels et aux franchises postales accordés par les P. T. T. De plus, les recettes des services financiers sont volontairement minorées puisque le Gouvernement continue de refuser à majorer le faible intérêt de 1,50 p. 100 que l'Etat leur verse pour le montant des avoirs des chèques mis à la disposition du Trésor. Ce taux devrait être au moins porté à 3 p. 100.

Au chapitre des dépenses, le budget des P. T. T. prend entièrement à sa charge le montant élevé des pensions civiles qui incombe au budget général.

En fait, si ce budget était correctement présenté, il ferait apparaître, non pas 140 milliards d'anciens francs d'excédent de recettes sur les dépenses, mais certainement plus de 250 milliards d'anciens francs de bénéfice.

Nous pouvons dire que ce budget 1967, tant pour le personnel des P. T. T. que pour les usagers, est le plus réactionnaire que nous ayons connu. Même si l'on s'en tient au chiffre officiel de 140 milliards de bénéfices, soit une augmentation de 30 milliards — plus de 27 p. 100 en pourcentage — par rapport au budget de 1966, il convient de remarquer que ces bénéfices, au lieu de servir à satisfaire les légitimes revendications du personnel, à maintenir à un taux raisonnable les

tarifs, qui sont parmi les plus élevés d'Europe, seront en totalité affectés à l'autofinancement.

Pour 1967, l'accroissement prévu du trafic est de 6,25 p. 100 pour la poste, de 7,2 p. 100 pour les postes téléphoniques, de 9 p. 100 pour les communications téléphoniques, de 10 p. 100 pour les chèques postaux.

Pour le personnel, le budget ne prévoit que la création de 6.500 emplois, dont 1.000 heures d'auxiliaires, soit un accroissement de 2,1 p. 100, puisque l'administration compte environ 300.000 agents.

Sans doute a-t-on motorisé, mécanisé, automatisé, mais au stade actuel la mise en œuvre des techniques nouvelles et modernes n'a pu à elle seule satisfaire à l'accroissement du trafic. Celui-ci n'a pu être écoulé que grâce à l'augmentation des cadences et à l'effort sans cesse accru demandé au personnel : travail tardif le soir et le dimanche, vacances de retour le soir, irritantes et fatigantes ; aide insuffisante aux receveurs et agents des petits et des moyens bureaux de poste pour le trafic à écouler. Je pourrais continuer l'énumération des moyens ainsi employés.

Trois chiffres donneront la mesure du travail accompli par les agents des P. T. T. en France : en Allemagne fédérale, on compte un agent des P. T. T. pour 140 habitants, en Grande-Bretagne, un pour 142 habitants, en France, un pour 172 habitants.

La commission des postes et télécommunications du V^e Plan avait estimé les besoins en effectifs supplémentaires à 50.000 unités. A la cadence de 6.500 créations, le chiffre de 32.500 unités seulement sera atteint en fin d'exécution du Plan.

Pour remédier à la crise qui sévit dans les P. T. T., il faudrait aussi créer d'urgence 20.000 emplois, qui sont nécessaires pour écouler le trafic en augmentation constante, empêcher la détérioration et améliorer la qualité du service public. Ils sont indispensables pour améliorer radicalement les conditions de travail du personnel, en réduire la durée, satisfaire la revendication des deux jours de repos hebdomadaire consécutifs, attribuer une semaine de congé supplémentaire en hiver. Avec le budget de 1967, la situation ne fera que s'aggraver au détriment de la qualité du service et de la santé du personnel.

De 1959 à 1964 inclus, 132.087 accidents se sont produits, dont 326 mortels, 2.946 ayant donné lieu à une invalidité permanente. Ces chiffres sont douloureusement éloquents. Ils traduisent les conditions inhumaines de travail. Un gouvernement soucieux de la bonne marche d'une grande administration qui est celle des P. T. T. et de son personnel prendrait des mesures adéquates. En premier lieu — c'est l'évidence même — les 140 milliards d'anciens francs de bénéfices prévus pour 1967 devraient être employés à la satisfaction des revendications du personnel.

Le Gouvernement, vous-même, monsieur le ministre, faites état de la nécessité d'investir. Nous sommes d'accord. Mais il ne s'agit pas d'investir au détriment du personnel des P. T. T.

Au 30 juin 1966, 403.720 demandes d'installation du téléphone étaient en instance. Il y en a maintenant beaucoup plus. Chacun sait ici que bon nombre de demandeurs sont découragés dès qu'on leur annonce le délai d'installation. Nous recevons d'ailleurs de nombreuses lettres à ce sujet. Les centraux téléphoniques et les circuits saturés écoulent de plus en plus mal le trafic. A la poste, le nombre de bureaux est insuffisant. Beaucoup d'entre eux sont de véritables taudis. Je vous ai d'ailleurs à ce sujet, monsieur le ministre, posé une question écrite sur la situation du bureau de Lens.

Si l'on tient compte du fait que les postes et télécommunications sont monopole d'Etat et de surcroît service public, on doit se rendre à l'évidence que les dépenses d'équipement devraient être supportées pour l'essentiel par le budget général. L'Etat vient d'octroyer des milliards aux barons de la sidérurgie. Pourquoi n'agirait-il pas de même pour un service public ?

Les expédients employés par l'administration ne font qu'ajouter aux difficultés. Par exemple, le fameux système dit des avances remboursables institué au profit de personnes qui désirent obtenir le téléphone fausse les prévisions en recettes, puisque les postes d'abonnés installés de cette façon ne rapporteront rien au budget pendant la durée du remboursement de ces avances, ni les communications ni les redevances d'abonnement n'étant réglées durant ce délai. Sous prétexte de faire payer les riches, une discrimination intolérable, choquante est ainsi introduite dans la gestion d'un service public.

Le téléphone n'étant plus attribué en fonction de l'ancienneté du dépôt des demandes, mais de la fortune des demandeurs, c'est là tirer profit de la pénurie, permettez-moi de vous le dire, en officialisant le marché noir du téléphone dans notre pays.

Enfin, ces avances remboursables ne préfacent-elles pas l'accaparement, par les banques, du circuit de financement des équipements, puisque les abonnés sont invités à solliciter des prêts des banques accréditées ?

Le deuxième exemple est celui du recours aux emprunts. D'après le rapport, le produit de ces emprunts s'élèvera en 1967 à près de 36 milliards d'anciens francs, mais dans le même temps les postes et télécommunications devront rembourser près de 27 milliards sur les emprunts précédents.

En fait, de tels expédients sont contraires à une bonne et saine gestion. Cependant, pour dégager les ressources indispensables il existe des solutions, celles qui consistent, non à détruire le monopole et l'unité des postes et télécommunications mais, en premier lieu, je le répète, en l'attribution par l'Etat de crédits d'investissement.

D'autre part, pour l'immédiat, nous proposons d'affecter à ces dépenses une partie du fonds de roulement des dépôts confiés aux centres de chèques postaux et à la caisse d'épargne.

Pourquoi ne pas autoriser les postes et télécommunications à utiliser, pour 1967, 200 milliards d'anciens francs du fonds de roulement des chèques postaux qui atteint 2.200 milliards d'anciens francs ? Ce crédit de 200 milliards d'anciens francs permettrait, s'il est exact, comme l'affirme ces services, monsieur le ministre, qu'une ligne téléphonique complète revient à 500.000 anciens francs, de construire 400.000 lignes nouvelles, c'est-à-dire de satisfaire la plus grande partie des demandes en instance.

Cette solution immédiate est possible si l'on observe que le secteur industriel de construction des moyens de transmissions et de commutation ne travaille pas au maximum de sa capacité et est en mesure de faire face aux commandes.

A ce propos, je souligne combien nous avions eu raison de demander, à l'occasion de chaque discussion budgétaire, un contrôle sévère des marchés, la constitution d'« une commission d'enquête sur les prix abusifs ».

M. le rapporteur souligne qu'après enquête les marchés passés le sont à un taux inférieur de 21 p. 100 environ à celui des marchés précédents. Que de profits réalisés par les capitalistes au détriment du personnel des P. T. T. !

Qu'attendez-vous, monsieur le ministre, pour faire participer les organisations syndicales à la commission des marchés ?

J'aborde le problème des revendications du personnel. Chaque année, j'en énumère la liste ; mais aujourd'hui je résumerai la situation en une phrase : plus l'effort demandé au personnel est grand, moins il obtient de satisfactions. Pour 1966, le V^e plan avait prévu une augmentation des prix de 1,5 p. 100. Actuellement, la hausse est de 3 p. 100 et la tendance n'est pas à la stabilisation, encore moins à la baisse des prix étant donné la décision prise par le Gouvernement de relever les tarifs d'un certain nombre de services dont celui des P. T. T. et bien entendu de poursuivre dans cette voie après les élections législatives.

Pour 1967, les traitements et salaires seront majorés de 2 p. 100 seulement. Inévitablement le pouvoir d'achat subira une nouvelle dégradation.

Voilà les raisons du vif et profond mécontentement du personnel, la cause de ses luttes.

Les bénéficiaires accusent une augmentation de 27 p. 100 du budget de 1966 à celui de 1967 et la prime de résultat d'exploitation n'est, elle, revalorisée que de 5 p. 100. C'est le taux le plus faible constaté depuis la création de cette prime qui devrait correspondre au traitement mensuel minimum revendiqué, soit 720 francs. C'est sans doute, monsieur le ministre, votre façon de remercier les efforts du personnel et de l'intéresser, selon l'orthodoxie sociale de l'U. N. R., à la marche et aux bénéfices de l'entreprise.

A maintes reprises dans cette Assemblée, nous avons demandé que soit mis un terme à l'anarchie des réformes qui ont abouti à créer plusieurs catégories pour un même emploi. Vous-même, monsieur le ministre, avez déclaré qu'une étude était effectuée à ce sujet par vos services. Nous en attendons toujours le résultat et surtout l'application des décisions qui en découlent.

L'exemple des emplois de préposé, préposé spécialisé, agent technique, agent technique spécialisé, est caractéristique à cet égard. A la distribution, en 1966, on compte 34.318 préposés et 9.843 préposés spécialisés pour distribuer les lettres. Entre les deux catégories la différence de traitement est, à Paris, de 5.500 anciens francs par mois : au bout de dix ans de carrière l'un touche 71.600 anciens francs, l'autre 77.100 anciens francs.

La situation est la même au service des lignes, où l'on compte 8.000 agents techniques, 2.880 agents techniques spécialisés. Cette situation, vous en conviendrez, est intolérable puisque, pour un même travail, elle fait perdre un mois de salaire environ par an au non spécialisé.

Mais avec la fusion des emplois scindés se pose avec plus d'acuité la question du reclassement indiciaire des catégories C, D et B au sujet duquel le gouvernement avait pris des engagements très précis en 1962. Naturellement, ceux-ci n'ont pas été suivis d'effets.

Les mesures très partielles que prévoit le budget en faveur des échelles E.S. 1 et E.S. 3 ne peuvent être considérées comme une solution du problème posé.

De même, la titularisation des auxiliaires — qui se comptent par milliers dans les P. T. T. — avait été amorcée en 1966 mais ne sera pas poursuivie en 1967.

Quant aux indemnités, c'est tout le problème de leur revalorisation qui demeure posé, qu'il s'agisse des indemnités pour frais de mission et de déplacement, des heures de nuit, de la prime de risque, de chaussures ou de bicyclette, etc.

Le taux de la prime de rendement n'est pas revalorisé et celle-ci est toujours refusée aux personnels de la distribution, du transbordement, des dépêches et des lignes.

Je n'insiste pas.

La liste est longue des revendications légitimes non satisfaites ! S'il nous fallait souligner d'autres insuffisances du budget pour 1967, nous les trouverions dans les crédits affectés au service social, lesquels n'atteignent même pas 37 millions d'anciens francs, soit 0,59 p. 100 de la masse salariale.

L'administration des P. T. T. a le triste privilège d'être la « lanterne rouge » et ce, malgré vos discours optimistes, monsieur le ministre.

Avec un effectif global d'environ 300.000 unités, dont plus de 120.000 femmes et jeunes filles, tout un réseau de garderies, de crèches devrait être mis en place, notamment dans les grands services.

Ce matin, on a évoqué le cas des personnels nommés à Paris. Vous avez répondu, monsieur le ministre, que la situation était ce qu'elle était et qu'il ne pouvait en être autrement. Plus de 10.000 postiers débutants arrivent à Paris chaque année. Mais il faut les aider à se loger. Actuellement, on compte 5.600 demandes dans la capitale. L'administration parvient à en satisfaire 700 à 800 par an.

Nous sommes très loin de la normale en matière d'œuvres sociales.

Je terminerai en rappelant que, l'an dernier, après les interventions des orateurs, vous avez déclaré, monsieur le ministre : « Je répondrai personnellement aux questions posées ».

Il est exact que vos services ont répondu point par point ; mais qu'il s'agisse des préposés, des agents d'exploitation, des receveurs, toutes les réponses sont identiques. Elles sont état du bien-fondé des revendications mais, étant donné leurs incidences budgétaires, toutes sont rejetées.

Le personnel des P. T. T. est victime du choix gouvernemental : une trop grande part des ressources est affectée aux dépenses improductives.

Certes, les hommages au dévouement et à la conscience professionnelle ne font pas défaut, mais le personnel attend autre chose des pouvoirs publics.

S'il est vrai que les travailleurs des P. T. T. sont conscients de leurs devoirs, ils sont aussi conscients de leurs droits. Ils ne sauraient admettre que leurs revendications essentielles soient rejetées de budget en budget alors que chacun en reconnaît le bien-fondé.

Nous recevons des milliers de pétitions et résolutions émanant de toutes les régions de France et protestant contre ce budget de misère. Nous appuyons la lutte courageuse de ces travailleurs, hommes et femmes, qui est le seul moyen de faire aboutir leurs revendications.

C'est pourquoi nous voterons contre ce budget. (Applaudissements sur les bancs des groupes communiste et socialiste.)

M. le président. J'invite les orateurs à respecter aussi rigoureusement que possible le temps de parole qui leur a été imparti.

Mme Prin, qui était inscrite pour dix minutes, a parlé pendant dix-sept minutes. Je ne puis pas dire qu'elle a donné l'exemple.

Mme Jeannette Prin. Ce matin, le président de séance s'est montré libéral.

Sur les bancs du groupe communiste, Mme Prin est employée des P. T. T.

M. le président. Ce n'est pas une raison. Au surplus, je n'ai pas été sévère.

La parole est à M. Buot.

M. Henri Buot. Monsieur le ministre, mes chers collègues, dans le temps qui m'est imparti je n'aborderai que quelques questions.

Lors de la discussion de la première partie de la loi de finances, nous avons été nombreux à nous féliciter que ce budget soit un budget d'équipement. Or, monsieur le ministre, à la lecture des documents relatifs à votre département, force nous est de constater que, s'agissant des postes et télécommunications, le montant global des investissements ne permettra pas d'atteindre un niveau de satisfaction souhaité, et que d'autres sources de financement seront nécessaires : caisse d'équipement des collectivités locales, peut-être, emprunt, et avances remboursables, système contestable.

A l'échelon régional toutefois, en ce qui concerne la Basse Normandie, on constate que la dotation de 1967 correspondant aux bâtiments administratifs est de 3.700.000 francs, approchant d'assez près la moyenne du V^e Plan, prévue pour 3.780.000 francs.

Par contre, pour Caen, capitale de cette Basse Normandie, on relève 2.400.000 francs pour le centre de télécommunications, alors que la proposition régionale était de 2.800.000 francs. Il y a lieu de supposer qu'un moyen de financement complémentaire sera, le moment venu, dégagé par votre administration.

A l'inverse, nous sommes satisfaits de l'inscription de 1.300.000 francs à la rubrique « Opérations non individualisées » qui concerne le centre d'amplification de Saint-Lô.

Passons maintenant à l'équipement du service des télécommunications : alors que la moyenne annuelle du IV^e Plan avait été de 11.600.000 francs, celle du V^e Plan est prévue pour 15.300.000 francs en ce qui concerne la tranche régionale, et nous sommes relativement satisfaits de noter que 14.230.000 francs figurent au budget pour la dotation 1967, contre 11.360.000 francs en 1966.

En matière de centraux téléphoniques, les propositions régionales ont été satisfaites pour la ville de Cherbourg — 5 millions de francs — et les opérations non individualisées, 2.620.000 francs.

Par contre, l'autocommutateur de Bayeux ne pourra être réalisé que par un financement complémentaire sur avances remboursables, à cause de la dotation insuffisante de 1.200.000 francs.

Rien à dire au sujet des transmissions à grande distance, telle Argentan-Fromental : dotation, 2.470.000 francs, et opérations non individualisées, 1.430.000 francs. Ces dotations sont conformes aux propositions régionales.

Nous arrivons enfin aux réseaux souterrains et aux lignes aériennes, avec une dotation de 2.710.000 francs, inférieure de plus de deux millions aux propositions régionales. Il y a là, et c'est le seul point noir, une insuffisance très marquée sur laquelle j'attire très fermement votre attention.

Par ailleurs, j'avais eu l'honneur, l'an dernier, d'attirer votre attention sur le délai de consommation des crédits. Depuis quelque temps, c'est quelque deux ans et demi ou trois ans. Et je rejoins, sur ce point, les observations de la commission des finances quant aux délais de réalisation et au moindre coût des équipements et du matériel.

Certes, il convient de féliciter, à cet égard, le service de contrôle des prix pour les résultats qu'il a déjà obtenus dans divers domaines mais il convient aussi de souhaiter que des conditions de concurrence, qui n'existent pas actuellement, soient suscitées par des initiatives de l'Etat.

J'en arrive enfin à la situation du personnel dont l'effectif, selon vos rapports, est passé de 248.132 en 1958 à 294.355 au budget actuel, ce qui représente une augmentation de 46.000 unités par rapport à 1958.

Pour 1967, votre budget prévoit seulement 6.500 emplois nouveaux, soit un peu plus de 2 p. 100.

Si l'on compare ce taux à celui de l'accroissement du trafic — 6,25 p. 100 pour la poste, 7,2 p. 100 pour les postes téléphoniques, 9 p. 100 pour les communications téléphoniques, 10 p. 100 pour les virements de chèques postaux — on constate que

l'augmentation du personnel n'est pas parallèle et que, le seul progrès technique ne pouvant compenser cette disparité, ce sont les conditions de travail qui risquent de se détériorer aux dépens de la santé des agents et de la qualité du service. Cela est particulièrement évident pour les opératrices du téléphone.

Le V^e Plan a prévu 44.000 emplois en cinq ans. Or, pour les deux premières années, 13.000 emplois seulement sont créés. Il en restera donc 31.000 à créer dans les trois dernières années.

Pensez-vous que, dans ce domaine, les prévisions du V^e Plan pourront être respectées et que vous pourrez longtemps refuser à vos agents ce qu'on accorde de plus en plus à d'autres travailleurs ?

Pensez-vous que les crédits sociaux, qui représentent 0,80 p. 100 de la masse salariale soient suffisants ? Estimez-vous que les crédits de paiement pour les logements puissent répondre à la demande puisqu'ils sont, au contraire, en diminution cette année de 3 millions sur l'an dernier ?

Espérez-vous être en mesure d'augmenter un jour la prime d'exploitation qui devrait être, selon vos propres termes, fonction du volume global des recettes, de la masse salariale et du montant des investissements ?

Compte tenu de l'accroissement de ces divers éléments, vous n'envisagez, pour 1967, qu'une augmentation de 25 francs, soit 5 p. 100.

Cela est fort regrettable et nous sommes fort loin du rattrapage que vous aviez laissé espérer.

Il y aurait de même, matière à développements sur les frais de mission, la prime de technicité pour laquelle aucune proposition ne semble faite au budget de 1967.

Enfin on a beaucoup parlé à cette tribune — et nous avons été saisis des mêmes doléances — de la fusion des emplois de préposé et de préposé spécialisé.

En fait, le préposé spécialisé se recrute, aux dépens de la première catégorie, par promotion interne. La différence de traitement est de quelque 30 à 40 francs par mois, pour le même travail et les mêmes sujétions. Dans mon département, 57 préposés spécialisés, sur 273 préposés, jouissent de cet avantage. Envisagez-vous, monsieur le ministre, d'en augmenter progressivement le nombre ou de réaliser la fusion ?

Que pensez-vous de la stabilité de la prime de risque qui n'a pas été augmentée depuis le décret du 8 juillet 1963 ?

Les auxiliaires ? Il est exact que les plus âgés sont maintenant titularisés mais ceux qui ont quatre années d'ancienneté, avec six heures de travail par jour, ne le sont que partiellement.

De même, il est exact qu'un décret de cette année va permettre la titularisation d'un certain nombre d'auxiliaires de la distribution et des lignes, après un examen qui doit avoir lieu à la fin de ce mois.

Poursuivez donc, et vite, dans cette voie, monsieur le ministre ; vous redonnerez espoir et confiance aux plus modestes de vos serviteurs et vous améliorerez ainsi la qualité de vos services.

Telles sont les observations que j'avais à formuler dans l'unique souci de vous aider à développer et à rendre plus efficaces les moyens et services de votre ministère qui sont un outil absolument indispensable à l'expansion économique en général et à celle de la Basse-Normandie en particulier, le développement de cette région étant lié au desserrement du bassin parisien et bénéficiant actuellement du taux d'urbanisation et d'industrialisation le plus élevé. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Rossi.

M. André Rossi. Monsieur le ministre, mes chers collègues, j'ai déjà eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'intervenir sur ce budget, et j'ai un peu l'impression de me répéter en retrouvant, cette année encore, les mêmes problèmes que les années précédentes, qu'ils concernent le personnel ou les investissements.

On est alors frappé tout de suite par la contradiction évidente qui existe entre, d'une part, les besoins de ce service à caractère industriel et commercial, d'autre part, les freinages budgétaires qui lui sont sans cesse opposés.

Pourtant, tout le monde est d'accord pour rendre hommage à la qualité du service, au dévouement et à la compétence du personnel. De même, l'unanimité se fait-elle pour constater notre retard dans le domaine des télécommunications. Tout le monde enfin a le sentiment qu'avec un peu plus de « bonne volonté budgétaire », ces difficultés pourraient s'aplanir. Leur permanence crée évidemment un malaise, tant dans le personnel que chez les usagers.

En ce qui concerne le personnel, comme MM. les rapporteurs, je suis amené à regretter l'insuffisance des effectifs.

Six mille cinq cents emplois, soit 2,1 p. 100 d'augmentation, alors que le trafic a augmenté de 6,25 p. 100 et de 9 p. 100 pour les télécommunications. Voilà qui est caractéristique. Pour ne citer qu'une catégorie, celle des standardistes : 500 emplois demandés ont été refusés, alors que le service manuel s'est accru de 2 p. 100.

Mes chers collègues, le V^e Plan avait prévu 44.000 emplois nouveaux. 13.000 seulement seront créés dans les deux premières années. Et encore, avec un échelonnement sur les trois premiers trimestres de chaque année.

A ce sujet, je voudrais que nous nous souvenions des conditions dans lesquelles furent annulées, en 1965, 2.000 créations d'emplois votées par notre Assemblée, sous le prétexte que les recettes étaient inférieures aux prévisions. En fait, l'excédent fut d'un peu plus de 100 millions de francs. Nous aurions donc souhaité que ce retard, qui a entraîné pour le personnel des conditions de travail et d'avancement particulièrement défavorables, soit compensé dans le projet de budget. Or, il n'en est rien.

Avec une augmentation aussi faible des effectifs, il est à craindre que les conditions de travail soient rendues plus pénibles encore et que l'institution de la semaine de cinq jours soit une nouvelle fois reportée. Nous le regrettons d'autant plus que nous savons que notre pays est un de ceux qui, en Europe occidentale, comporte le moins grand nombre d'agents des P. T. T. par rapport à la population.

Quant aux carrières, nous retrouvons tous les vieux problèmes :

Carrières arbitrairement scindées — on en a déjà parlé — des préposés et des préposés-spécialisés, des agents techniques et des agents techniques spécialisés, les non-spécialisés, pour un même travail, perdant presque la valeur d'un mois de salaire par an.

Auxiliaires des P. T. T., qui posent un problème particulièrement important lorsqu'on se rappelle que près de la moitié des auxiliaires de la fonction publique relèvent du ministère des P. T. T. Pas de titularisations ou très peu : 500 pour 4.000 auxiliaires qui satisfont aux conditions requises. Moins de garanties également que dans le secteur privé puisque cette catégorie ne peut bénéficier de l'assurance chômage. Quant à l'indemnité de licenciement, seuls les auxiliaires engagés avant la loi d'avril 1950 peuvent en bénéficier.

Agents des installations, dont la catégorie est supprimée depuis déjà des années, qui attendent leur intégration dans le corps des contrôleurs des installations électromécaniques.

A cet égard, monsieur le ministre, on est frappé par l'insuffisance croissante des effectifs du personnel des installations et cette constatation, jointe à la récente décision d'autoriser les particuliers à s'adresser, pour le raccordement, à des entreprises privées, m'amène à me demander si nous n'allons pas vers la liquidation du service public des installations au bénéfice du secteur privé.

S'agit-il des primes et des indemnités ? Là aussi, nous retrouvons les déceptions antérieures, notamment en ce qui concerne la prime de résultat qui n'augmentera cette année que de 25 F, soit 5 p. 100, alors que les recettes ont augmenté de 12 p. 100. On ne peut que reprendre la formule de M. le rapporteur l'an dernier : « Plus le travail augmente, plus la prime diminue ».

Aucune amélioration de la prime de technicité n'est prévue et cette prime ne sera pas étendue à l'ensemble des techniciens.

La prime de risque restera à son taux ancien, les auxiliaires continuant à ne pas pouvoir y prétendre.

La prime de rendement reste interdite aux catégories de base, sous le prétexte qu'elle n'est pas cumulable avec la prime de risque.

Les heures de nuit en sont toujours au taux d'il y a trois ans, soit 0,80 franc.

De même, aucune amélioration n'est prévue pour les indemnités de bicyclette intéressant les préposés. Il en est de même pour la conduite sans accident qui concerne les préposés-conducteurs.

Un effort social a été fait. Il faut le noter mais il reste insuffisant tant pour le logement que pour une application plus moderne de la législation du travail.

L'insuffisance de ces mesures tient, en grande partie, je crois, au taux d'autofinancement trop élevé imposé à cette administration pour assurer ses investissements. Et cependant, nous n'avons pas à nous féliciter pour autant de résultats prévisibles en ce domaine.

Certes, les investissements vont augmenter de 280 millions de francs, mais cette majoration ne suffira pas à régler la crise du téléphone dont il a été beaucoup parlé.

Pour ce qui est des 405.000 demandes en instance et des 40.000 transferts, on nous assure que 300.000 dossiers seront satisfaits en 1967 mais il en restera encore un bon tiers auquel vont s'ajouter toutes les nouvelles demandes et, ainsi, la situation continuera d'empirer.

Je citerai — sans vouloir donner un caractère local à cette intervention — l'exemple d'un département que je connais bien, celui de l'Aisne, où les demandes en retard étaient de 350 il y a cinq ans et où, maintenant, le seul arrondissement de Château-Thierry, qui ne représente que le dixième de la population, a déjà dépassé ce chiffre.

Pour l'ensemble du territoire, le délai moyen des installations va dépasser seize mois et, en fait, mes chers collègues, tout cela tient à ce que le IV^e Plan n'avait pas prévu que les trois quarts des besoins réels. Le V^e Plan a commis la même erreur d'appréciation puisque, nous nous en souvenons, la commission des postes et télécommunications du Plan avait fait trois hypothèses — idéale, moyenne et pessimiste — et que, finalement, c'est une quatrième hypothèse, encore plus faible, qui fut retenue.

Ainsi allons-nous pendant tous le V^e Plan, dans le domaine des investissements, être en retard sur la réalité, réalité dramatique lorsqu'on se rend compte que la densité téléphonique est aujourd'hui, en France, ce qu'elle était en Amérique en 1920 ou en Suisse en 1938.

Comment remédier à cette situation ?

Ce n'est évidemment pas par le système des avances remboursables, qui sont de nature à fausser la sincérité du budget. Depuis plusieurs années, on a maintes fois envisagé à cette même tribune l'utilisation d'une partie des fonds de roulement des chèques postaux — comme le font d'ailleurs les Allemands — et l'augmentation de l'intérêt versé par l'Etat sur ces fonds.

On peut aussi se demander, monsieur le ministre, à la lecture du rapport général de la commission des télécommunications sur le V^e Plan et lorsqu'on constate que le taux de rentabilité immédiate de l'autofinancement est de près de 15 p. 100, s'il ne conviendrait pas de s'engager, parallèlement aux voies traditionnelles, dans la direction du crédit à moyen terme.

Mais, quelle que soit la formule choisie, rien ne devrait s'opposer, monsieur le ministre, à ce qu'il soit fait un plus large appel à l'emprunt. Un ministère en expansion comme le vôtre, dont l'annuité de remboursement n'atteint pas 10 p. 100 des charges d'exploitation, alors qu'elles est de plus du double en Allemagne et en Angleterre, pourrait très bien se lancer sans risque dans cette voie.

Il n'en demeure pas moins que le projet de budget qui nous est soumis est bien loin de répondre aux espoirs du personnel et des usagers, et que de telles difficultés ne pourront se régler dans l'avenir que si ce ministère est doté d'une autonomie financière réelle, compatible avec son caractère de service industriel et commercial. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Dumortier. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Jeannil Dumortier. Mesdames, messieurs, la principale caractéristique du projet de budget des postes et télécommunications pour 1967 est l'augmentation considérable de l'excédent de la première section, entièrement versé en recettes en capital à la deuxième section, et la diminution dans ces recettes des ressources résultant de l'emprunt. Il en résulte un autofinancement excessif de plus de 90 p. 100 des investissements des postes et télécommunications, qui se trouvent ainsi étroitement limités par les ressources propres de l'administration.

En effet, l'excédent des recettes de fonctionnement passera de 1.106 millions de francs en 1966 à 1.404 millions en 1967. Mais, pour que la comparaison soit exacte, il faut également tenir compte de la prise en charge budgétaire de l'évaluation des travaux effectués par l'administration pour elle-même, soit 649 millions, et des amortissements évalués à 700 millions de francs. Dans la présentation de 1966, l'excédent de la première section aurait été ainsi encore accru de 51 millions. C'est donc d'une augmentation de l'excédent de l'ordre de 300 millions qu'il faut parler.

Celle-ci est le résultat direct des hausses de tarifs intervenues depuis le 1^{er} août 1966, hausses dont le volume et l'opportunité sont, c'est le moins qu'on en puisse dire, très discutables, surtout venant d'un Gouvernement qui prétend maintenir la stabilité des prix.

D'autre part, on constate la réduction de 527 millions à 358 millions de l'évaluation des produits des emprunts. Cette diminution importante de la part de financement externe des investissements est paradoxale, s'agissant d'un secteur que l'on veut prioritaire. Aucune entreprise publique ou privée ne pratique un autofinancement aussi total. Une telle politique, outre qu'elle pèse lourdement sur l'entreprise, limite les investissements des P. T. T. et aboutit en fait au refus de la relance véritable qui serait nécessaire à la fois au redressement d'une situation compromise et au développement des différents compartiments de l'exploitation, notamment des télécommunications. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

L'accroissement des autorisations de programme est largement inférieur à l'accroissement des recettes, et si une tranche complémentaire a bien été prévue — elle est comprise, du reste, dans cet accroissement — elle est sans commune mesure avec les ressources nouvelles résultant de la hausse des tarifs et ne correspond pas, et de loin, à l'annualité du milliard supplémentaire prévu par le Plan.

Aucun effort de sincérité budgétaire n'a non plus été fait. Ni le service rendu par les chèques postaux au Trésor, ni le manque à gagner résultant des tarifs préférentiels consentis très justement à la presse ne seront compensés à leur juste prix. Aucune recherche de possibilités nouvelles de financement n'a été entreprise ni vers la caisse nationale d'épargne, ni vers les chèques postaux. Au contraire, il apparaît qu'en 1967 les P. T. T. renonceraient au recours habituel à la caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, la preuve est faite que toutes les déclarations officielles sur la ferme volonté du Gouvernement de redresser la situation des P. T. T. et de leur donner les moyens d'un développement normal ne constituent, hélas ! qu'une nouvelle duperie de l'opinion publique.

S'agissant des effectifs nouveaux, qui sont aussi un des moyens des services mais qui sont également indispensables pour que les charges individuelles des agents ne s'accroissent pas exagérément du fait de l'augmentation constante du trafic, je rappelle qu'une commission spécialisée avait prévu la création de 65.000 emplois et que le Plan lui-même en avait retenu 50.000 d'ici à 1970. Les organisations syndicales ont dénoncé l'insuffisance de ce chiffre. Mais il ne sera même pas atteint puisque 6.500 emplois seulement ont été créés en 1966 et que 6.500 autres, dont 1.000 emplois d'auxiliaires, sont seulement prévus pour 1967.

Il en résultera sans conteste une aggravation des conditions de travail dans les différentes branches des P. T. T., et on peut craindre que le public n'ait à souffrir d'une détérioration de la qualité des services rendus. Ni les usagers ni le personnel n'y trouveront assurément leur compte.

C'est, curieusement, le moment que choisit le Gouvernement pour se montrer moins généreux que jamais à l'égard des travailleurs des P. T. T. En effet, une fois de plus, les mesures concernant le personnel sont pratiquement inexistantes dans le budget de 1967. La prime de résultat d'exploitation, qui était régulièrement revalorisée de 40 francs chaque année depuis 1959, n'a été relevée en 1966 que de 35 francs et, pour 1967, c'est de 25 francs seulement qu'elle sera augmentée.

Plus les efforts des travailleurs sont grands, plus ceux du Gouvernement diminuent à leur égard. Alors que l'excédent de recettes est en hausse de près de 30 p. 100, la prime, elle, n'est augmentée que de 5 p. 100.

Le 29 septembre est paru au *Journal officiel* un décret écartant du bénéfice de la prime de rendement les préposés et les agents techniques, au moment précisément où l'administration allait être obligée de leur accorder cette prime à la suite d'un pourvoi devant le Conseil d'Etat gagné par une organisation syndicale. Singulier procédé ! Singulière politique que celle qui consiste, une fois de plus, à ignorer les avis de cette haute assemblée, et ce à l'encontre d'agents des P. T. T. qui comptent parmi les plus humbles et les plus méritants.

Pensez-vous, monsieur le ministre, avoir accompli ainsi un geste d'équité ?

Un autre lexle gouvernemental vient de revaloriser préférentiellement les indemnités de déplacement. Le mécontentement n'a pas diminué pour autant car, là aussi, pour les agents des catégories C et D, les moins élevés en grade, la revalorisation est pratiquement nulle. La situation est encore aggravée par l'insultation d'un abatement de 10 p. 100 à partir du onzième jour de la mission.

Quant aux agents les plus anciens de la catégorie B, ceux qui ont acquis par leur mérite et leurs connaissances professionnelles un emploi d'encadrement, le Gouvernement leur a infligé une autre vexation. Jusqu'à présent, lorsqu'ils voyageaient pour les

besoins du service, ils avaient droit à la première classe en chemin de fer. Depuis le 1^{er} juillet, ils doivent voyager en seconde classe.

Ainsi, même les mesures annoncées comme favorables à grand renfort de propagande par le pouvoir sont assorties de dispositions qui les rendent désagréables à de nombreux travailleurs.

Aucune mesure catégorielle n'est prévue, ni la réforme des ouvriers d'Etat, si souvent promise, ni la fusion des emplois d'agent technique et d'agent technique spécialisé, de préposé et de préposé spécialisé, pour ne parler que des engagements qui ont été pris et non tenus.

Les agents d'exploitation et des installations revendiquent légitimement une amélioration de leur sort, notamment un élargissement de leurs possibilités statutaires de passage en catégorie B.

Paradoxalement, tous les emplois de contrôleurs demandés par l'administration des P. T. T. ont été refusés par les services des finances.

Si 250 transformations d'emplois de contrôleurs en emplois de contrôleurs divisionnaires sont proposées, on constate que la mesure est gagée par la suppression de 250 emplois d'inspecteurs. On reprend donc soigneusement d'une main ce qu'on donne de l'autre.

Il est d'ailleurs singulier de constater que quatre années seulement après la création du grade de contrôleur divisionnaire, l'administration des P. T. T., qui était la seule antérieurement à posséder un grade assimilable, celui de surveillant, n'a même plus une proportion d'emplois de contrôleur divisionnaire équivalente à celle des régies financières. Je vous demande, monsieur le ministre, ce que vous comptez faire pour rendre aux P. T. T. cette parité.

Ce cas n'est malheureusement pas isolé, et il semble bien qu'à tous les échelons la situation de vos agents se dégrade.

Même si les crédits du service social ont été relevés nous constatons une fois encore qu'ils ne sont pas à la mesure d'une entreprise de 300.000 agents, dont près du tiers sont féminins.

Revenant sur la situation des travailleurs des P. T. T., pour lesquels aucune mesure particulière n'est prévue malgré la forte proportion d'agents des catégories C et D, j'ajoute qu'ils n'ont pas ressenti dans leur rémunération de fonctionnaires l'amélioration du pouvoir d'achat annoncée par le Plan. Les hausses de prix — auxquelles vous avez contribué, monsieur le ministre — ont compensé presque en totalité les relèvements semestriels de leurs traitements.

Le budget de 1967, à cet égard, n'est guère prometteur puisque ses crédits ont été arrêtés sans consultation des organisations de fonctionnaires. M. Vallon devrait bien y faire jouer son fameux amendement.

Reconduisant purement et simplement la pénurie de 1966, ce budget n'a rien de positif, ni pour les usagers, dont la patience risque de se lasser, ni pour les personnels, ni pour l'administration elle-même, qui n'y trouvera ni les perspectives ni les moyens de son redressement.

Vous trouverez donc normal que je vous annonce, monsieur le ministre, le vote défavorable de mon groupe. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. Schloesing.

M. Edouard Schloesing. Mesdames, messieurs, cette année encore le budget des postes et télécommunications, quoique en hausse, ne permet pas d'envisager une amélioration de la qualité des services rendus.

Le Gouvernement ne semble pas avoir entendu les récriminations du public, pourtant nombreuses et acerbes.

Ce sous-équipement dont souffre toute la France rend impossible tout effort de décentralisation industrielle. L'absence d'un service normal du téléphone condamne à l'asphyxie l'activité économique. Sans téléphone, en effet, une usine ne peut s'installer en province.

Nous savons que, quelles que soient leur région ou leur appartenance politique, les parlementaires reçoivent tous les mêmes plaintes au sujet de vos services qui ne peuvent raccorder au téléphone de nouveaux abonnés. Les excuses sont toujours les mêmes. Votre administration déclare, imperturbable : « Nos services doivent assurer en priorité l'entretien des lignes téléphoniques et des circuits existants ; l'insuffisance des moyens en personnel des lignes aériennes empêche la desserte de nouveaux usagers ; les câbles souterrains et les artères aériennes sont saturés ».

Elle suggère alors de faire appel à l'entreprise privée, lorsqu'elle n'ajoute pas qu'il ne lui est pas possible de donner des délais de réalisation du fait du manque d'équipement à tel central.

Tout cela est bien connu. Mais la situation devient de plus en plus insupportable, d'autant que les moyens contenus dans le budget de 1967 en ce qui concerne les effectifs sont inférieurs aux prévisions du Plan.

En 1967, vous allez créer 6.500 emplois seulement, soit 1,4 p. 100 des emplois existants, alors que la proportion était de 3 p. 100 en 1964.

On constate que plus l'effort des agents augmente, plus leurs avantages matériels diminuent et plus leurs conditions de travail s'aggravent.

C'est au moment où des efforts sont demandés au personnel que les primes de résultat sont le plus faiblement revalorisées.

Il faut prévoir plus de personnel, une meilleure rémunération, donc plus de crédits.

Dans la région de l'Aquitaine, l'état d'avancement des travaux nous inquiète. Parmi les opérations de la catégorie A, individualisées à l'échelon national, la pose d'un câble à grande distance Bordeaux—Agen—Toulouse est retenue pour le V^e Plan. Cette artère est destinée à l'extension du trafic sur l'axe garonnais, le câble actuel étant saturé. Cette opération, envisagée depuis plusieurs années, a été différée en vue de la conjuguer avec l'électrification de la voie ferrée Bordeaux—Montauban. Mais cette électrification ne pouvant sans doute se faire au cours du V^e Plan, c'est le désenclavement téléphonique du département de Lot-et-Garonne qui est ajourné *sine die*. J'aimerais savoir si une solution peut être trouvée, qui permette d'espérer dans un proche avenir des liaisons téléphoniques plus faciles avec le reste de la France.

S'agissant encore du département de Lot-et-Garonne, il serait urgent de poser des câbles souterrains entre Villeneuve et Fumel, Casteljaloux et Marmande, Agen et Vêrac, Villeneuve et Sainte-Livrade ; sinon, le développement industriel de la région sera gravement compromis par la carence des pouvoirs publics.

Le conseil général en a si bien conscience qu'il a accepté de préfinancer ces travaux ; mais il ne comprend pas pourquoi on diffère cet équipement.

Notre département ne peut plus attendre. Je serais heureux, monsieur le ministre, de connaître avec précision vos intentions. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Commenay.

M. Jean-Marie Commenay. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le rapport de M. Wagner nous apprend qu'en matière de postes et de télécommunications les programmes d'investissements prévus par le V^e Plan seront difficilement exécutés.

« Le niveau global des investissements retenu par le Gouvernement se situe assez sensiblement au-dessous de l'hypothèse réduite » écrit M. Wagner. Or l'hypothèse réduite prévue par le Plan, et non respectée aujourd'hui, tendrait seulement à ne pas laisser s'abaisser le niveau de satisfaction atteint à la fin du V^e Plan.

Sous réserve de possibilités postérieures, le V^e Plan prévoyait un programme complémentaire de un milliard de francs. Il ne semble pas que ce complément ait été retenu puisque M. Souchal écrit dans son rapport que la tranche supplémentaire envisagée ne correspond pas à l'annualité de ce milliard ni à l'importance de la hausse des tarifs. De toute évidence, la situation de ce secteur clé de l'aménagement du territoire ne se modifiera donc pas en 1967.

Nous devons ainsi, avec regret, rassembler les griefs que formule le public à l'encontre d'un service dont il apprécie pourtant la grande valeur en dépit du manque de moyens.

Il ne pourra être satisfait dans un délai raisonnable aux demandes d'abonnement au téléphone ou au télex.

Le trafic continuera à s'écouler avec lenteur, particulièrement lors des poussées saisonnières, et nous savons combien ce phénomène prend aujourd'hui une ampleur regrettable dans les régions touristiques. L'automatisation ne progressant que faiblement, la qualité du service sera loin de correspondre à celle des principaux pays européens.

Quant au personnel, ses conditions de travail seront aggravées sans que ses rémunérations soient pour cela améliorées.

Dans son rapport, M. Souchal relève encore, avec beaucoup d'objectivité, que le financement des crédits résulte d'un recours exagéré à l'autofinancement, et il préconise une solution originale: l'octroi d'une subvention destinée à compenser le déficit dû aux tarifs préférentiels accordés à la presse et aux bénéficiaires de la franchise postale, ainsi que l'utilisation partielle des fonds en dépôt aux comptes courants postaux ou à l'augmentation des taux d'intérêts versés par le Trésor.

Quand donc prendra-t-on en considération le caractère prioritaire des télécommunications affirmé par le V^e Plan et procédera-t-on à ces réformes de structure propres à placer le service français au même rang que ses homologues européens, le « Bundespost » d'Allemagne occidentale et le « General Post Office » britannique ?

Il serait pourtant urgent d'accorder à notre administration la personnalité morale et l'autonomie financière sous le contrôle du Parlement et de la Cour des comptes.

De plus, cette autonomie financière devrait se fonder sur le principe de la rémunération du service rendu et non sur celui de la fiscalisation qui est la règle à l'heure actuelle. Il s'agit, en matière de télécommunications, et singulièrement pour ce qui est du téléphone, d'abandonner une pratique strictement administrative de subordination comptable au profit d'une politique de large diffusion comme en matière d'eau, de gaz, d'électricité ainsi que cela se pratique à l'étranger.

Certes, un développement extensif du service au bénéfice du public ne saurait se faire de manière désordonnée en négligeant le coût des équipements. M. Souchal nous révèle dans son rapport — l'indication est vraiment intéressante — que grâce aux interventions du service de contrôle des prix du C. N. E. T., des réductions de 21 p. 100 et de 16,5 p. 100 ont pu être obtenues sur certains marchés. Une vigilance accrue s'impose donc tout particulièrement dans ce secteur.

A cet égard, ne serait-il pas bon de moderniser l'atelier national des P. T. T., non point pour se substituer, certes, au secteur privé — ce n'est pas là notre objectif — mais pour, le cas échéant, créer tout de même les conditions d'une concurrence plus normale avec le concours des chercheurs du centre national ? Il y a là vraiment quelque chose d'assez remarquable sur lequel le rapport de M. Souchal met l'accent et je serais vraiment heureux que des indications nous soient données car, à ce sujet, nous ne sommes pas suffisamment informés.

Après avoir formulé ces observations d'ordre général, j'entends aborder maintenant certains problèmes concernant le personnel.

Voyons d'abord les conditions de travail. Le projet de budget ne prévoit que 6.500 emplois nouveaux, soit 2,1 p. 100 en plus, alors que le trafic augmentera en moyenne de 8 à 9 p. 100.

Voici quelques chiffres : en France, un agent des P. T. T. pour 172 habitants ; en Allemagne, un pour 140 habitants.

Cinq cents emplois d'opératrice du téléphone avaient été demandés. Ils ont été refusés. Il en résultera nécessairement une aggravation des conditions de travail : travail tardif le soir et le dimanche pour les téléphonistes.

Receveurs et agents des petits bureaux sont insuffisamment aidés.

Quant à la semaine de cinq jours accordée aux employés des ministères et administrations centrales, les employés des P. T. T. n'en bénéficient pas.

Les crédits sociaux appellent deux remarques.

Les P. T. T. ne disposent toujours pas d'une véritable organisation de la médecine du travail que justifieraient cependant les sujétions du personnel sur le plan physiologique.

La diminution des crédits de paiement pour le logement — de 14 millions à 11 millions de francs — est cruellement ressentie. Sur 5.000 demandes de logements à Paris, 700 à 800 à peine seront satisfaites et nous savons, nous députés ruraux, combien cela peut représenter de gêne et d'ennuis pour le personnel qui généralement est originaire de nos provinces.

Au sujet des primes et des indemnités, je présenterai les quelques observations suivantes.

La prime de résultats est de 500 francs, alors qu'elle était déjà de 475 francs en 1966. Il avait pourtant été envisagé de lui faire rattraper en quatre ans le taux mensuel du début de traitement des préposés. Le budget actuel ne traduit pratiquement aucun rattrapage.

Il est exact qu'un décret a aménagé les frais de mission et tournées, mais le paiement de 10 p. 100 opéré à partir du onzième jour de mission gêne considérablement les agents des cadres C et D. Il serait hautement préférable de les classer en catégories 1 et 2 afin qu'ils ne soient pas pénalisés.

La prime de risque n'a pas été revalorisée alors qu'elle aurait dû suivre la variation des traitements.

Les heures de nuit sont fixées, depuis 1963, à 0 franc 80. L'augmentation du coût de la vie devrait justifier une revalorisation à 1 franc 50.

Nous réclamons en vain depuis plusieurs années l'extension aux agents extérieurs — préposés et lignes — des P. T. T. de la prime de froid qui existe à l'E. D. F.

Au sujet des mesures catégorielles, voici quelques observations essentielles.

Il y a plus de deux ans, un rapport aux fins de reclassement a été présenté à la fonction publique par le ministère, mais jusqu'à l'heure présente aucune réponse ne s'en est ensuivie. Où en est-on ?

La réunification des préposés et des préposés spécialisés d'une part, des agents techniques et des agents techniques spécialisés d'autre part, s'impose d'autant plus qu'ils sont astreints aux mêmes tâches.

Au sujet des auxiliaires, si l'on note avec satisfaction les mesures de titularisation de 1.200 d'entre eux — services de distribution et services techniques — il ne saurait toutefois vous échapper que dans le service général 4.000 d'entre eux attendent leur titularisation, alors que les emplois disponibles ne sont qu'au nombre de 500.

L'instabilité de la situation des auxiliaires devrait être compensée par l'octroi de deux séries de garanties, l'assurance chômage et l'indemnité de licenciement. La parité enfin devrait leur être accordée en ce qui concerne les éléments suivants : habillement, primes, autorisations d'absence.

Les agents d'exploitation, ex-commis nouvelle formule, au nombre de 8.000, attendent leur intégration dans le cadre B : aucune proposition n'a été formulée en leur faveur. Il en est de même pour les agents des installations, dont le recrutement est arrêté.

Pour ce qui est des contrôleurs et inspecteurs des installations mécaniques, les débouchés — grade de contrôleur divisionnaire — de ces deux catégories sont insuffisants.

Les agents de bureau et gérants de cabines exécutent le travail des agents d'exploitation. Il serait normal de transformer ces emplois.

Les ouvriers d'Etat des installations électromécaniques de troisième catégorie devraient normalement être intégrés dans le cadre des ouvriers d'Etat électromécaniciens de quatrième catégorie.

Au sein des personnels d'entretien, où subsistent deux grades — agents des première et deuxième catégories — il serait souhaitable d'opérer une fusion. Il s'agit d'ailleurs, en l'occurrence, de personnels qui sont classés dans les échelles les plus faibles.

La nécessité d'un statut distinct en faveur des employés des installations s'impose pour mieux tenir compte des fonctions assurées.

Les gérants d'agence postale et des établissements secondaires sont payés sur la base d'un salaire forfaitaire, de recharges et d'allocations spéciales. Il y a, paraît-il, un projet à l'étude au ministère des finances portant simplification de ces rétributions. Sera-t-il bientôt homologué ? Nous aimerions le savoir.

L'amélioration de l'avancement des inspecteurs pourrait être obtenue par une révision de l'implantation des emplois d'inspecteur central ou de division.

Les cadres supérieurs enfin réclament à bon droit une carrière unique, inspecteur principal adjoint, inspecteur principal. Il en va de même pour les réviseurs et les vérificateurs des travaux des bâtiments.

Monsieur le ministre, j'avais appelé l'an passé votre attention sur la situation particulière des personnels originaires des contrées méridionales dont les mutations, même lorsqu'elles sont fondées sur des raisons d'ordre familial, ou des motifs de santé, ne sont guère facilitées. Permettez-moi, pour ces cas généralement douloureux, d'en appeler encore à cet égard à votre sollicitude pour que ces mutations, lorsqu'elles sont justifiées, soient prises avec le maximum de célérité.

Avant de conclure, je voudrais très succinctement aborder la question des avances remboursables pour l'installation du téléphone.

Vous connaissez, bien entendu, le processus, spécialement en ce qui concerne les collectivités locales. Nous aboutissons à une véritable cocasserie puisque les communes doivent emprunter à des caisses publiques pour ensuite prêter à l'Etat. Quant

aux départements, cela est plus grave puisque l'inscription de ces départements au plan d'équipement dépend de l'acceptation ou du refus par les conseils généraux du système des avances remboursables.

Pour les particuliers, en secteur urbain, notamment lorsqu'il s'agit d'immeubles collectifs, l'avance remboursable prend à l'heure présente des proportions très importantes qui ne sont guère acceptables.

Il en va de même en secteur rural. La longueur des lignes fait que de très nombreux ruraux qui ont besoin du téléphone doivent y renoncer étant donné l'importance de l'avance à consentir.

Il serait certes plus commode — et je suis convaincu que vous en êtes persuadé, monsieur le ministre — de donner satisfaction à l'ensemble de ces légitimes revendications, si sans démagogie un effort exceptionnel était mis en œuvre pour conjurer ce que l'on peut appeler la crise des télécommunications. Ainsi mettrait-on un terme au rationnement imposé en la matière au public français — car il s'agit d'un véritable rationnement — et hisserait-on la France au rang de pays mieux équipés, comme la Suisse ou la Suède.

Rien ne sert d'affirmer que les postes et télécommunications « marchent bien en France » même si les personnels réalisent des prodiges de dévouement et d'ingéniosité pour satisfaire le public. Le bon fonctionnement, en effet, est dû effectivement à la compétence et à l'adresse du personnel.

Personne plus que vous-même, monsieur le ministre, ne peut en être plus pleinement persuadé puisque vous déclariez au Sénat, le 10 juillet 1962 : « Le secteur des télécommunications n'a pas été considéré en France pendant trop d'années — et il n'est pas considéré — comme un secteur prioritaire d'investissement. On a trop souvent tendance à estimer que la poste marche bien ; donc qu'il n'est pas nécessaire de lui donner des crédits de modernisation substantiels ; que, d'autre part, le téléphone est un luxe et que, par conséquent, il convient de ne pas trop développer les investissements dans ce secteur ».

Vous aviez pleinement raison, monsieur le ministre, et les quelques remarques que nous avons faites s'accordent avec les propos que vous teniez en 1962. Nous essayons de bâtir dans un domaine où, manifestement, en dépit des efforts, nous n'avancions guère. Je souhaite que vos réponses nous montrent comment vous parviendrez à mettre en harmonie l'excellente analyse que vous faisiez en 1962 et le budget que vous nous présentez. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.*)

4. le président. La parole est à Mme Thome-Patenôtre.

Mme Jacqueline Thome-Patenôtre. Monsieur le ministre, je tiens à nouveau à vous signaler la situation inquiétante en matière de téléphone dans une grande partie de la région parisienne périphérique.

Il est, en effet, pratiquement impossible d'obtenir une installation téléphonique dans un délai satisfaisant car le réseau existant est saturé. Dans les communes rurales comme dans les villes, ceux qui ont fait une demande d'abonnement téléphonique sont obligés d'attendre indéfiniment leur tour, ce qui est préjudiciable à toutes les activités professionnelles, économiques et agricoles. Il n'y a pas de semaine où nous ne recevions des doléances à ce sujet. Près de 50.000 demandes sont en instance pour l'ancien département de Seine-et-Oise. Pour la région de Rambouillet on en compte 500, dont 425 ne pourront pas être satisfaites avant longtemps.

En zone semi-rurale, à 30 ou 40 kilomètres de Paris, les abonnés des communes ont toujours autant de mal à obtenir la communication et, bien souvent, son renouvellement n'est possible que six ou dix minutes après, en raison de la saturation des lignes. De ce fait, les abonnés incriminent souvent les opératrices qui n'y sont cependant pour rien, étant donné que cette saturation empêche l'arrivée des appels au central. Il en résulte des pertes de temps extrêmement fâcheuses qui ont des conséquences graves quand il s'agit par exemple de la santé de malades, de questions professionnelles ou d'incendies.

D'autre part, vous n'ignorez pas que, dès à présent, la plupart des centraux automatiques de la grande banlieue, c'est-à-dire de la zone 1 — automatique à sept chiffres — sont déjà saturés — quinze sur vingt-deux — ce qui est particulièrement grave pour l'avenir de la région parisienne.

Je n'ignore pas, monsieur le ministre, les efforts importants qui ont été faits par votre département et grâce aussi aux avances remboursables du conseil général de Seine-et-Oise et du district de la région parisienne ; mais si je me permets d'insister encore, c'est parce que le téléphone est devenu un

instrument de travail absolument indispensable et que tout retard dans son développement est préjudiciable tant aux usagers qu'à l'économie nationale tout entière.

En dernier lieu, je voudrais attirer encore votre attention sur la discrimination de salaire existant à l'intérieur de la catégorie des préposés des P. T. T. qui sont divisés en quatre groupes, alors qu'ils accomplissent un travail identique. Bien que le principe de la fusion de ces emplois — préposé, préposé spécialisé, préposé conducteur et préposé bénéficiant des échelles chevrons — ait été admis dès 1962 par votre administration, aucune proposition de rajustement de salaire ne figure dans ce budget pour le mettre en œuvre.

Par ailleurs, il est également regrettable que n'ait pas été prévue la revalorisation de la prime de risques et son extension au personnel auxiliaire pourtant victime des mêmes risques alors que les fonds manipulés par ces agents sont de plus en plus importants (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du groupe socialiste et du centre démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Montagne.

M. Rémy Montagne. Monsieur le ministre, j'aborderai rapidement deux points.

Tout d'abord, la situation du téléphone. Elle est, vous le savez, catastrophique. Je ne reprendrai pas longuement les chiffres qui montrent l'étendue de notre sous-développement en ce domaine. Vous les connaissez, nous les connaissons tous et nos rapporteurs en ont rappelé certains. Mais le public commence à les connaître : 400.000 demandes d'abonnements non satisfaites, des mois ou des années, selon les lieux, pour obtenir une ligne. Dans nos cantons, des hameaux de deux cents habitants n'ont qu'une seule ligne téléphonique et parfois même pas du tout. Des maires de communes rurales, souvent petits fermiers de leur état, ne peuvent obtenir le téléphone sans faire des avances, considérables pour eux, et certains y renoncent, faute de moyens.

Il y a aussi, dans ma région, des centaines de résidences secondaires qui, également et vainement depuis des mois, attendent le téléphone. Cela est sans doute moins grave que lorsqu'il s'agit d'habitants résidant en permanence, sauf toutefois lorsque l'intérêt général demanderait que les vacanciers puissent être rapidement touchés par leurs correspondants en raison de l'importance ou de la nature de leurs fonctions.

Vous pensez sans doute, monsieur le ministre, que ces rappels sont superflus, que ce sont des redites et qu'il ne sert à rien de geindre sur une situation à laquelle, semble-t-il, on ne peut pas grand-chose de décisif dans l'immédiat.

Je veux tout de même vous dire que plus le temps passe, plus les retards actuels de notre équipement paraissent intolérables. En 1950, 78.000 demandes d'abonnement étaient déjà en instance et il y en avait 119.558 en 1958. Vous avez donc incontestablement reçu un important retard en héritage, mais qu'est-il devenu ? En vérité, il s'est aggravé.

Si les besoins ont crû, les moyens de les satisfaire ont également augmenté. Vous avez l'espoir, en 1967, d'installer plus de postes qu'il n'en sera demandé au cours de la même période, mais je crains que la raison de votre optimisme sur ce point, monsieur le ministre, ne soit fragile. Elle semble basée sur les résultats des deux derniers mois, pris hors du contexte général, et ne pas tenir compte des prévisions à plus long terme.

J'ai d'ailleurs vainement cherché dans le rapport écrit de M. Souchal, rapporteur spécial de la commission des finances, une confirmation de vos prévisions. Je n'y ai rien trouvé de tel. En revanche, je lis sous la plume de M. Wagner, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, la phrase suivante :

« Le nombre des demandes en instance ne cesse de croître. Le nombre des demandes satisfaites a lui aussi augmenté, mais dans des proportions telles que la situation ne cesse de s'aggraver ».

Par ailleurs, on peut se demander comment vous parviendrez, monsieur le ministre, à sortir des difficultés actuelles sans des méthodes entièrement nouvelles, surtout lorsqu'on sait que, aux 6.500.000 postes actuellement en service, devraient normalement venir s'ajouter d'ici 1972 plus de 3.200.000 postes nouveaux. De surcroît, il ne s'agit pas seulement de prévoir des branchements. Il faut, en outre, assurer l'écoulement des communications à travers les circuits. Dans mon canton, il est déjà plus expédient d'aller en voiture prévenir le médecin que de chercher à lui téléphoner. Il en est de même lorsqu'on a besoin des pompiers.

Vous nous rassureriez, monsieur le ministre, en nous montrant par quelle voie nouvelle vous allez réaliser l'effort indispensable, exceptionnel, exigé par les circonstances, d'autant que vous avez un fort courant de pessimisme à remonter en la matière. Dans l'opinion, la conviction s'est répandue que la gestion de nos télécommunications, tout spécialement celle du téléphone, était devenue, comme par une sorte de fatalité, un sujet permanent d'humiliation pour notre pays.

De plus en plus, les Français voyagent. De plus en plus, ils comparent. De petits pays comme la Suisse, la Hollande et la Suède — on l'a dit mais j'y insiste — gèrent leur équipement téléphonique d'une façon qui devrait nous servir d'exemple.

On dit couramment que l'étude des réalisations dans ces pays pourrait nous inspirer utilement dans le choix de nos investissements. On en vient même fréquemment à se demander, tant la rentabilité de ces derniers est plus faible chez nous, s'il ne conviendrait pas d'ouvrir rapidement sur ces sujets un très large débat.

Prenez-en l'initiative, monsieur le ministre. Il n'y a pas intérêt à laisser l'opinion penser que votre doctrine consiste à fixer le prix des communications à un niveau plus élevé que chez nos voisins, tout en obtenant des résultats d'exploitation moindres.

Le téléphone ne doit plus être un outil distribué à l'ancienneté et créant des sortes de « rentes de situation ».

En revanche, il y a grand intérêt à faire un bilan clair, contradictoirement établi et à s'en inspirer pour décider de mesures exceptionnelles. J'entends par là des mesures qui permettraient à cette immense entreprise, éminemment rentable, que sont les télécommunications, de disposer de moyens financiers adéquats, c'est-à-dire cohérents et puissants.

Il s'agit, on le devine, de tout autre chose que cet archaïque procédé des avances remboursables que vient de fustiger encore M. Commenay. Comme si des particuliers aisés étaient toujours ceux qui ont le plus besoin du téléphone, cependant que des techniciens ou praticiens qui débutent et dont le rôle peut être très important dans l'expansion d'une région, mais qui manquent de moyens financiers, en sont privés faute du petit trésor de guerre, si j'ose dire, nécessaire pour obtenir aujourd'hui un branchement !

M. Poudevigne, la semaine dernière, a excellemment souligné l'importance du téléphone dans l'aménagement du territoire. Une région comme la mienne est actuellement, pour une large part, paralysée dans son développement par la carence de ce service.

M. Jacques Mareffe, ministre des postes et télécommunications. Veuillez m'excuser, mais je dois signaler que l'Eure est un des très rares départements qui ont toujours refusé toute avance et toute participation.

M. Rémy Montagne. C'est transposer sur le plan du département des problèmes qui se posent à l'échelon national et qui doivent être résolus à ce niveau.

M. le ministre des postes et télécommunications. Tous les départements voisins ont accepté ce système. Alors, il ne faut pas trop vous plaindre !

M. Rémy Montagne. Le téléphone est un service rentable. Il n'y a donc pas lieu de demander aux départements, aux communes ou aux particuliers, des avances remboursables.

Monsieur le ministre, sur ce problème il est temps de réunir une commission spéciale, une sorte de table ronde largement ouverte à tous — appelez-la comme vous l'entendez, seul le but importe — afin que la lumière soit faite sur les causes et l'étendue d'une situation que le public qualifie de plus en plus de « scandale du téléphone ».

A l'étranger, les collectivités locales n'ont pas à consentir d'avances remboursables et le téléphone est une industrie rentable. Chacun peut l'obtenir dans les plus brefs délais et les Français peuvent souhaiter qu'un système différent soit employé.

M. le ministre des postes et télécommunications. Votre affirmation est inexacte. En Suisse, par exemple, l'attente est beaucoup plus longue en moyenne qu'en France pour obtenir le téléphone.

M. Rémy Montagne. Il s'agit là-bas de lignes supplémentaires... Quoi qu'il en soit, monsieur le ministre, il y aurait intérêt à ouvrir un large débat contradictoire...

M. le ministre des postes et télécommunications. Quand vous voudrez.

M. Rémy Montagne. ... où chacun pourrait faire valoir des arguments qui évidemment aujourd'hui sont difficiles à apprécier. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

Le second point de cette intervention, très brève pour m'en tenir à mon temps de parole...

M. le président. Vous l'avez dépassé !

M. Rémy Montagne. Je vais donc encore résumer davantage — ... concerne le personnel. Je m'associe aux considérations développées par MM. Dumortier, Rossi et Commenay. Les années précédentes nous avons souligné, mes collègues et moi-même, combien les critiques touchant le fonctionnement de vos services ne mettaient pas en cause le dévouement de la plupart de vos agents.

Mais trop souvent la pénurie de personnel est à la base du mauvais fonctionnement de votre administration et spécialement du retard considérable apporté dans les installations téléphoniques. Le V^e Plan prévoyait la création de 9.000 emplois par an, en moyenne. Votre rythme de croisière paraît stabilisé à 6.500 emplois par an. Vous aggravez donc notre retard.

Par ailleurs, ainsi que vous l'ont déjà dit mes collègues, si l'on veut un bon recrutement du personnel et si l'on désire encourager les agents à persévérer dans de bonnes dispositions de dévouement au service, il convient de ne plus différer la satisfaction de certaines revendications parfaitement légitimes tels que le reclassement des agents d'exploitation et l'amélioration des échelles indiciaires.

Monsieur le ministre, votre tâche est sans doute difficile et immense. Que, du moins, la certitude de savoir l'opinion publique favorable à des mesures énergiques d'assainissement vous soit un stimulant sur votre chemin. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Guyot.

M. Marcel Guyot. La discussion du budget du ministère des postes et télécommunications pour 1967 appelle de la part du groupe communiste quelques observations.

Lors de la réunion du conseil supérieur des postes et télécommunications, toutes les organisations syndicales avaient attiré votre attention, monsieur le ministre, sur le caractère restrictif des mesures budgétaires envisagées, aussi bien pour les revendications du personnel que pour l'amélioration des services rendus aux usagers.

Chaque année, au cours du débat budgétaire, tous les orateurs s'accordent à reconnaître les efforts déployés par les personnels de ce grand service public pour assurer un service de qualité en dépit de conditions de travail toujours aggravées.

Peut-être allez-vous, monsieur le ministre, au cours de votre intervention, respecter cette bonne tradition et, à nouveau, les employés des P. T. T. enregistrent que toute la sollicitude du pouvoir de tutelle se borne à des félicitations. Vous conviendrez que les éloges et les hommages ne remplacent malheureusement pas l'augmentation des traitements et des indemnités, nécessaires aux employés des P. T. T. comme aux autres catégories de travailleurs pour compenser la hausse continue des prix.

Ce sont ces améliorations de leurs conditions de vie que les personnels des P. T. T. attendent de vous à l'occasion de la présentation de votre budget. Or il n'apparaît pas que l'augmentation équitable des traitements et indemnités sera plus substantielle en 1967 que les années précédentes. Il suffit de se reporter au rapport écrit de la commission des finances, qui ne fait que confirmer les appréciations des organisations syndicales des personnels sur l'insuffisance des crédits, pour être éclairé.

Il est dit, entre autres, dans ce rapport qu'il est possible d'apprécier l'ensemble des revalorisations — extrêmement réduites d'ailleurs — et des indemnités accordées au titre de 1967.

S'il note des augmentations de crédits pour la réorganisation des indemnités servies pour travaux insalubres et dangereux, une revalorisation de l'indemnité de gérance et de responsabilité, un crédit, d'ailleurs limité, pour la création d'une indemnité spéciale de 420 francs par an en faveur des personnels de la distribution contraints de prendre leurs repas à l'extérieur, enfin un crédit pour majorer de 25 francs la prime de

résultats d'exploitation, le rapporteur conclut en soulignant que plus l'effort des agents augmente, plus leurs avantages matériels diminuent et plus leurs conditions de travail s'aggravent.

Cette conclusion justifie en tous points les revendications formulées au nom des personnels des P. T. T. par les organisations syndicales et que je veux rappeler.

Que demandent ces personnels ? Ils expriment des revendications bien modestes et fort légitimes compte tenu des conditions de travail qui leur sont imposées : le reclassement indiciaire de toutes les catégories et par priorité la fusion des emplois de préposé et de préposé spécialisé ; l'amélioration des possibilités d'avancement ; l'amélioration des conditions de travail par la mise en place d'un personnel suffisant ; la réduction du temps de travail ; la revalorisation de toutes les indemnités ; la fixation de la prime de panier à 7 francs par jour et la création d'une prime de froid et d'intempéries.

J'appelle spécialement votre attention sur la revendication qui concerne le besoin de logements pour les 10.000 jeunes postiers débutants qui arrivent à Paris chaque année. L'administration parvient à peine à en loger 800. Or pour cette réalisation, l'augmentation de 20 p. 100 qui avait été demandée a été réduite à 10 p. 100, ce qui représente à peine 0,80 p. 100 de la masse salariale alors qu'un versement de 1 p. 100 de la masse salariale est imposé aux patrons des entreprises privées.

Après les observations de Mme Prin et de nombreux autres orateurs, j'espère que ces demandes répétées obtiendront un accueil favorable de la part du Gouvernement et que votre attention aura été attirée, monsieur le ministre, sur la nécessité de prendre des mesures correspondant aux exigences du personnel des postes et télécommunications.

Si ces revendications ne sont pas satisfaites, avec les organisations syndicales nous continuerons l'action pour qu'elles aboutissent. (Applaudissements sur les bancs des groupes communiste et socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Degraeve. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Jean Degraeve. Monsieur le ministre, je me permets de vous informer que, suivant l'exemple de M. le Premier ministre, je reçois dans ma circonscription les représentants des syndicats, notamment de la fédération des postes et télécommunications, sans les avoir convoqués d'ailleurs.

Avant la discussion budgétaire, je suis saisi de diverses motions ou demandes concernant votre ministère, et qui émanent entre autres des contrôleurs des installations électromécaniques, du personnel féminin des chèques postaux, des sténodactylographes ainsi que de la fédération départementale C. G. T.

Je préférerais que l'absence de revendications à formuler m'évite ces réceptions. Comme ce n'est pas le cas, je me dois d'exprimer les souhaits de ces fonctionnaires au service du public.

En ce qui concerne la carrière administrative, les contrôleurs des installations électromécaniques et les agents des installations des postes et télécommunications demandent pour les contrôleurs une échelle allant de l'indice 270 à l'indice 500 brut en quinze ans par la fusion des emplois de C. I. E. M. de classe exceptionnelle et de chef de section, un débouché accessible à tous à l'indice 645 brut et parallèlement, dans le cadre des dispositions actuelles, l'octroi de 12,80 p. 100 d'emplois des contrôleurs divisionnaires.

Pour les agents des installations dont la catégorie est supprimée, ils demandent que des dispositions particulières soient prises pour transformer rapidement tous les emplois d'agent des installations en emplois de contrôleur des installations électromécaniques.

Pour tous ces agents, les intéressés désirent que des crédits et des effectifs supplémentaires soient alloués au budget des P. T. T., afin de permettre de satisfaire toutes les demandes d'installations téléphoniques et de disposer d'un nombre d'emplois suffisant. Enfin, ils réclament l'octroi d'une prime de technicité de 100 francs par mois soumise à retenue pour pension.

Le personnel financier des chèques postaux demande notamment la suppression des abattements de zones que, comme rapporteur du budget du travail, j'ai réclamée maintes fois. On m'avait promis sa suppression avant la fin de la législature. Les employés des chèques postaux demandent encore l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement, l'avancement

de l'âge de la retraite, la semaine de cinq jours avec deux jours de repos consécutifs et des salaires mensuels au moins égaux à 720 francs.

De leur côté, les sténodactylographes estiment ne pas être rétribuées en fonction de leur qualification professionnelle. Leur catégorie est classée dans l'échelle indiciaire E. S. 2 ; elles réclament le bénéfice de l'échelle E. S. 4. Vous aviez envisagé, monsieur le ministre, de les classer E. S. 3 ; il n'en a rien été. Que pouvez-vous faire à ce sujet ?

Les agents en poste dans la Seine reçoivent une prime dite de difficulté de recrutement. Pourquoi ne pas l'attribuer également en province où la situation est aussi difficile ?

La fédération C. G. T. des agents des P. T. T. formule à peu près les mêmes revendications et réclame d'autre part l'augmentation des effectifs ainsi que la titularisation des auxiliaires.

On me demande de rejeter votre budget, monsieur le ministre, tant que satisfaction ne sera pas donnée à ces revendications. Mais il faut un budget pour travailler. Il n'est donc pas dans mon intention de voter contre. (Exclamations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.)

Cependant, je désire que vous agissiez dans le sens que j'ai indiqué et j'ai l'espoir que les demandes exprimées par vos personnels seront dans toute la mesure du possible satisfaites.

M. le ministre des postes et télécommunications. Monsieur Degraeve, votre intervention aurait dû se situer dans le cadre de la discussion du budget des charges communes étant donné le caractère interministériel que revêt tout ce qui touche à la fonction publique.

M. Jean Degraeve. Je suis d'accord, mais vous êtes le ministre des postes et télécommunications.

M. le président. La parole est à M. Morlevat.

M. Robert Morlevat. Monsieur le ministre, permettez-moi, comme je le faisais chaque année lors de l'examen du budget de la caisse nationale d'épargne qui est inclus maintenant dans le budget des postes et télécommunications, d'exprimer un souci majeur des responsables de la gestion des collectivités locales et des représentants de nombreuses œuvres d'utilité publique.

Ce souci concerne les possibilités d'emprunt auprès des caisses d'épargne ordinaires, lesquelles prêtaient jusqu'à présent, conformément à la loi Minjot, la moitié des excédents constatés au cours de l'année précédente, excédents d'autant plus substantiels que le plafond de versement sur le livret individuel était relevé périodiquement par décision du ministre des finances.

Pour 1966, le plafond du livret normal, dit livret A, a été maintenu à 15.000 francs ; mais un autre livret, dit livret B, a été créé, sur lequel chacun peut déposer 15.000 francs au maximum à un taux d'intérêt identique à celui qui est accordé aux fonds déposés sur le livret A, étant entendu que les sommes ainsi produites ne sont pas exonérées, de droit, de l'impôt sur le revenu.

Si les excédents collectés au titre des livrets A et B par les caisses d'épargne au 15 octobre 1966 sont supérieurs de 15 p. 100 à ceux de la même période de 1965, il n'en reste pas moins que les sommes placées par les caisses d'épargne à la caisse des dépôts au titre du seul livret A sont inférieures, pour la même durée, de 11 p. 100 à celles recueillies en 1965.

En conséquence, si la possibilité offerte par la loi Minjot de prêter aux collectivités locales et aux organismes d'utilité publique s'applique aux seuls fonds collectés sur le livret A, les disponibilités des départements et communes seront réduites en 1966 de 10 p. 100, soit 300 millions de francs, et ce, au moment où les besoins d'équipement s'accroissent considérablement et où l'aide de l'Etat s'amenuise de plus en plus.

Par ailleurs, si, grâce au livret d'épargne-logement, les déposants peuvent obtenir des prêts pour construire leur maison ou la réparer, il faut, pour que l'accession des plus modestes à la propriété ne soit pas seulement une possibilité théorique, qu'un prêt complémentaire soit accordé, en plus de la subvention de l'Etat, qui double le montant des intérêts acquis. Pourquoi les caisses d'épargne, qui négocient elles-mêmes le prêt de l'Etat, ne pourraient-elles pas intervenir directement en prêtant le complément sur les excédents de dépôts ?

Aussi, pour permettre d'emprunter tant aux départements et aux communes pour le financement des équipements indispensables qu'aux déposants pour l'accession à la propriété par la construction ou l'achat de leur maison, il suffirait d'accroître les excédents disponibles des caisses d'épargne.

M. le président. Monsieur Morlevat, votre temps de parole est épuisé. Veuillez conclure.

M. le ministre des postes et télécommunications. Je me permets d'ailleurs d'observer, monsieur Morlevat, que votre intervention n'a pas sa place dans la discussion du budget de mon ministère puisque je n'assure pas la tutelle des caisses d'épargne ordinaires. Vos observations devraient être présentées au cours de l'examen des crédits du ministère des finances.

M. Robert Morlevat. Non, nous ne pouvons prendre la parole sur ce sujet qu'à l'occasion de la discussion de votre budget auquel sont annexées les dotations destinées à la caisse nationale d'épargne.

M. le ministre des postes et télécommunications. Monsieur Morlevat, vous confondez la caisse nationale d'épargne et les caisses d'épargne et de prévoyance ordinaires. Votre argumentation sur la loi Minjoz se rapporte uniquement à ces dernières caisses.

Je n'ai aucune compétence dans les domaines que vous évoquez et je ne peux malheureusement pas vous répondre.

M. Robert Morlevat. J'indique cependant que deux solutions au moins peuvent être envisagées : calculer le montant des prêts prévus par la loi Minjoz sur le total cumulé des sommes déposées sur les livrets A et B ; porter le plafond du livret à 20.000 francs.

Enfin — et cette question intéresse directement votre ministère — je signale, en complément des interventions de mes collègues concernant les relations téléphoniques, que dans des localités comptant 5.000 habitants et situées à soixante-dix kilomètres de Dijon il faut, pour téléphoner au chef-lieu, deux à trois heures, c'est-à-dire plus que le temps nécessaire pour effectuer en automobile le trajet aller et retour.

Il serait donc indispensable que des circuits supplémentaires soient mis en service dès que possible. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Voilquin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. Albert Voilquin. Monsieur le ministre, mes chers collègues, au nom des républicains indépendants, après mon ami M. Bertrand Denis qui a pris la parole ce matin et précédant M. Poncelet, j'interviens brièvement dans la discussion de ce budget en raison du laps de temps très court qui m'est imparti.

Les difficultés que doit affronter l'administration des postes et télécommunications ne sont pas seulement techniques ; elles sont aussi humaines. Cet aspect humain, sur lequel j'insisterai aujourd'hui, concerne les conditions de travail dans les P. T. T. et certains problèmes particulièrement cruciaux qui se posent aussi bien à Paris — notamment celui du logement du personnel — qu'en province.

En France, près de 300.000 agents travaillent à temps complet, ce qui représente en moyenne un agent pour 172 habitants. Le même calcul donne des chiffres nettement inférieurs dans des pays voisins comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne : respectivement un agent pour 142 habitants et un agent pour 140 habitants.

Si l'on tient compte du fait que le degré d'automatisation est relativement faible en France, on comprendra mieux encore combien les conditions de travail sont difficiles.

Cette situation ne paraît pas devoir s'améliorer cette année. En effet, le taux d'augmentation du trafic est élevé : 6,25 p. 100 pour la poste, 7,2 p. 100 pour les postes téléphoniques, 9 p. 100 pour les communications téléphoniques, 10 p. 100 pour les chèques postaux. En face d'un tel accroissement, le projet de loi de finances pour 1957 prévoit une augmentation des effectifs de 2,1 p. 100 seulement. Dès lors, il devient évident que la surcharge du personnel sera encore plus lourde et pénible à supporter, aussi bien par les agents eux-mêmes que par les usagers.

Les conditions de travail ne constituent que l'un des éléments de la vie du personnel ; l'autre, le logement, à Paris surtout, ne va pas sans poser de problèmes sérieux.

Une enquête a été réalisée en 1964 sur les conditions de logement des postiers dans la région parisienne. Les résultats ne manquaient pas d'intérêt.

Il apparaît que 90 p. 100 des postiers ne sont pas d'origine parisienne : 21 p. 100 viennent de Bretagne, 40 p. 100 du

Midi et du Sud-Ouest ; 43 p. 100 des agents vivent dans une chambre d'hôtel à loyer élevé n'offrant souvent qu'un confort médiocre.

Après d'autres orateurs, j'insisterai maintenant sur certains problèmes touchant des catégories particulièrement dignes d'intérêt.

Il est d'abord nécessaire de titulariser le maximum d'auxiliaires qui, actuellement, ne sont protégés par aucune garantie statutaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Les commis « ex-nouvelle formule » recrutés avant 1948 attendent leur intégration dans le cadre B. Une décision dans ce sens serait particulièrement bien venue, sans oublier pour autant la reprise du recrutement des agents d'installations.

Dans ce domaine, les carrières de contrôleur et contrôleur des installations sont actuellement bloquées faute de débouchés. La création de postes de contrôleurs divisionnaires serait évidemment un élément de solution appréciable.

Cependant, je me réjouis d'une mesure qui semble — du moins je l'espère, monsieur le ministre — devoir se généraliser en milieu rural. Il s'agit de la création de bureaux mobiles qui viennent remplacer certains bureaux supprimés parce qu'on ne pouvait recruter de titulaires pour les tenir. L'avantage considérable de cette mesure, c'est qu'un nombre important de petites localités sont desservies par ce moyen nouveau qui supplée ce qui disparaît ou ce qui n'existait pas.

Enfin, comme M. Souchal, je rappelle que plus le travail augmente, plus la prime diminue ou semble diminuer.

En particulier, la revalorisation de la prime de risque aurait dû être prévue pour 1966 et 1967 ; il ne semble pas que cette mesure ait été prise.

Je ne voudrais pas non plus passer sous silence un problème particulièrement humain qui nous préoccupe tous, celui des préposés stagiaires. Ils sont nombreux — 4.500 je crois — à venir à Paris et leur situation ne saurait échapper à vos services.

Sur le plan purement humain et social, ces agents sont déracinés pendant un an. Ils ont souvent une famille à nourrir en province et, dans le même temps, ils doivent eux-mêmes assurer leur logement et leur subsistance à Paris. Ne serait-il pas possible, en liaison avec votre contrôleur des finances, d'envisager l'octroi d'une indemnité de logement temporaire ? Il s'agit sans doute d'une indemnité de plus, mais elle s'impose par sa nécessité même.

Certes, monsieur le ministre, au terme de ce tour d'horizon rapide, je n'ignore pas la tâche immense qui est la vôtre, ni tous les efforts accomplis depuis votre arrivée à ce ministère. Mais tout étant perfectible en ce bas monde, vous comprendrez sans doute aisément que les impératifs techniques ne doivent pas effacer les impératifs humains. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Poncelet. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Christian Poncelet. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, l'an dernier au cours du débat qui s'est instauré sur le budget du ministère des postes et télécommunications, je suis intervenu pour appeler votre attention sur les quelques anomalies fondamentales que l'on rencontre dans le fonctionnement et la gestion de cette administration.

Vous avez bien voulu, monsieur le ministre, tenir compte d'une partie de mes remarques, notamment en ce qui concerne l'attribution de la prime de rendement aux agents des petites catégories qui en étaient exclus jusqu'alors. En leur nom je vous remercie.

Je souligne brièvement la situation de l'équipement téléphonique de ma région. Des efforts importants ont déjà été accomplis ; c'est bien et nous avons été très sensibles.

Les ressources du F. I. A. T. financent les travaux pour un montant de 2.100.000 francs auxquels il convient d'ajouter une somme de 1.600.000 francs versée par le département des Vosges sous la forme de ces avances remboursables auxquelles vous avez fait allusion il y a un instant. Ces sommes ne permettront pas l'équipement total de mon département en téléphonie automatique. Aussi serait-il souhaitable que des crédits supplémentaires assurent l'achèvement de cet ensemble sans que trop de retard n'entrave l'exécution des travaux qui viennent de démarrer.

Sur un plan plus général, l'examen du projet de budget laisse apparaître que le programme d'investissements reste toujours

au-dessous de l'hypothèse la plus faible envisagée par la commission du Plan. J'en suis surpris parce que ce projet de budget prévoit un accroissement de 20 p. 100 des recettes de fonctionnement, alors que les dépenses de la même section n'augmenteraient que de 10 p. 100 par rapport à celles de 1966.

Dans le même temps, vous augmentez de 27 p. 100 l'auto-financement et vous diminuez de 32 p. 100 votre recours à l'emprunt. C'est là une politique qui peut entraîner une double conséquence.

D'abord, en ne vous servant pas de toutes les possibilités de l'épargne, vous êtes amené à demander un plus grand effort à votre administration, qui le fera supporter à ses clients auxquels on impose des tarifs plus élevés, notamment dans le domaine téléphonique, et au personnel dont le rendement devra être accéléré. Comme hier, celui-ci souscrira à l'effort demandé. Son dévouement est bien connu et apprécié.

Ensuite, le bon fonctionnement de vos services risque d'être compromis par la limitation de leurs possibilités d'équipement au-dessous d'un niveau considéré comme une cote d'alerte par la commission du Plan.

Après d'autres orateurs, je constate que le taux d'intérêt des sommes considérables — plus de 24 milliards de francs — mises à la disposition du Trésor par les chèques postaux demeure fixé à 1,50 p. 100, ce qui maintient ainsi un déficit permanent des services financiers de votre administration.

Autre remarque : les crédits afférents au personnel qui représentaient 62 p. 100 des dépenses de l'ensemble du budget de 1966, ne comptent plus maintenant que pour 60 p. 100. Devant cet état de choses, au demeurant concevable puisque la modernisation progresse, peut-être aurait-on pu satisfaire encore un plus grand nombre de revendications syndicales, ne serait-ce qu'en accordant une augmentation plus substantielle de la prime de résultat d'exploitation.

La situation du personnel peut et doit être améliorée. Certes, il faut reconnaître que sous votre autorité, monsieur le ministre, des satisfactions ont été obtenues. Je suis convaincu que vous saurez vaincre l'impossible pour que s'améliore encore davantage la condition des fonctionnaires que vous dirigez.

De plus, il règne dans cette maison une certaine incohérence entre les attributions, les déroulements de carrière, les charges de travail. Il n'est pas rare de voir la même tâche confiée à des agents appartenant à des catégories différentes. Il existe une imbrication systématique des fonctions, due à la mise en place irrationnelle d'un trop grand nombre de catégories de personnel. C'est une source de confusions et de discordes dont — je le sais — vous ne portez pas l'entière responsabilité.

Les déroulements de carrière sont, eux aussi, loin d'être harmonieux. Certains imposent à vos agents des déplacements successifs, préjudiciables à leur vie privée sans apporter d'avantage sérieux à l'exécution du service. Ce sujet a déjà été traité ; je n'insisterai donc pas.

D'autres carrières conduisent à de véritables impasses qui ne peuvent être franchies qu'au prix de renoncements pénibles.

C'est le cas des contrôleurs des installations électromécaniques. Recrutés depuis quinze ans au niveau du baccalauréat et destitués, après sept mois de cours professionnels, à devenir le corps de base des techniciens des télécommunications, les contrôleurs des installations électromécaniques n'ont devant eux qu'une carrière sclérosée, sans commune mesure avec la tâche exaltante de leur métier.

Jusqu'à ces dernières années, ils pouvaient conserver l'espoir d'accéder par concours au grade d'inspecteur des télécommunications, mais des mesures restrictives leur interdisant presque cette carrière, sans qu'ils puissent renoncer à leur état de techniciens. Ce fut le cas pour plusieurs dizaines d'entre eux reçus au concours interne de cette année et qui ont été dirigés sur les services postaux. En 1967 notamment, sur 115 candidats reçus au concours d'inspecteur-élève des télécommunications, 50 seulement pourront demeurer dans le cadre des télécommunications.

A l'heure où notre pays manque de techniciens, une telle conversion apparaît incompréhensible si l'on songe à l'expérience acquises par ces jeunes hommes qui, pour la plupart, ont exercé leur métier pendant cinq ou sept ans.

Plutôt que de gâcher ce patrimoine professionnel, il serait souhaitable de préparer la foudroyante évolution technique amenée par la commutation électronique et les nouveaux moyens de transmission de l'information sous toutes ses formes.

Il est impérieux que vos services en prennent conscience, car la formation professionnelle donnée à vos techniciens chargés

de l'électronique n'est pas actuellement adaptée aux réalités. Ils ne reçoivent pas les enseignements propres à leur permettre d'affronter efficacement toutes les tâches qui se présentent à eux aujourd'hui et encore moins celles qu'ils rencontreront demain.

Beaucoup de mes anciens collègues, les jeunes surtout, m'ont dit leur déception devant une telle situation. Ils ont le sentiment que l'administration se désintéresse un peu de leur avenir et craignent que certains soient tentés un jour, devant leur insuffisance technique dont ils ne porteront aucune responsabilité, de remettre à l'industrie privée l'exploitation technique de nos installations.

Nos voisins anglais voudraient s'engager dans cette voie. J'ai sous les yeux un article du *Financial Times* du 14 octobre où on lit notamment :

« Le gouvernement britannique vient de faire appel à un industriel du secteur privé pour assurer la réorganisation des services des P. T. T. ».

Je vous pose la question, monsieur le ministre ; elle est lourde de conséquences et mérite qu'on s'y attache. Tout cela crée dans les services un malaise et un manque d'efficacité qui peuvent être préjudiciables aux intérêts du public, du personnel et de l'Etat.

Je ne suis pas le premier à déclarer à cette tribune que les postes et télécommunications constituent en fait une entreprise industrielle et commerciale et non un ministère traditionnel. Cela est vrai pour les trois grands services de votre administration, mais plus spécialement encore pour les télécommunications auxquelles leur nature même impose de suivre constamment les progrès des techniques comme l'évolution des besoins.

Il y a longtemps que la plupart de nos partenaires étrangers l'ont compris et ont donné à ce service, qu'il appartienne à la même administration que les services postaux ou qu'il soit autonome, de plus grands moyens pour remplir sa tâche. C'est ce qui explique certainement l'avance de leur équipement sur le nôtre.

Des voix plus autorisées que la mienne et plusieurs rapports éminents ont avancé que l'entreprise dont vous assurez les destinées devrait reposer sur des structures donnant une plus large et une plus souple autonomie de gestion. Mon expérience personnelle et les avis que j'ai pu recueillir me laissent à penser que la solution convenable doit être recherchée dans cette direction.

Aussi, en terminant, je me permets de rappeler que les principes posés par la loi de 1923 contenaient déjà les bases de cette nécessaire mutation. Pour ma part, je souhaite que vous soyez l'artisan de cette œuvre. Cette tâche est à la mesure de la compétence, de l'énergie et de la volonté dont vous témoignez à la tête de cette grande administration. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Carlier.

M. Edouard Carlier. Après Mme Prin et M. Guyot, je présenterai quelques remarques importantes quant aux conditions de travail des agents des P. T. T., en citant l'exemple de Béthune où, cette année, a eu lieu un mouvement de protestation contre les cadences de travail et les tableaux de service.

Dans ce bureau, avec le principe des coupures, des employés commencent leur travail à cinq heures du matin pour le terminer à vingt heures. Si l'on considère l'heure de réveil et celle de rentrée à la maison, on constate qu'ils sont dix-huit heures debout, leur temps de repos étant de six heures par jour dans le meilleur des cas, c'est-à-dire s'ils habitent la localité.

De temps à autre, dans le but de réduire encore les effectifs, les employés sont changés de service ; mais, fatigués ou non, ils devront être à tout instant à la disposition du client qui ne comprend pas toujours les conditions de leur travail. Les cadences sont si accélérées qu'ils servent 500 clients par jour contre 200 autrefois.

Au central téléphonique, les conditions de travail sont telles que la santé des employés, en majorité des femmes et des jeunes filles, est compromise. Cependant, le nombre des employés auxiliaires a encore été réduit d'une trentaine, licenciées ou déplacées cette année.

Monsieur le ministre, votre personnel du Pas-de-Calais comprend 33 p. 100 d'auxiliaires. Que vont-ils devenir puisque votre budget pour 1967 ne prévoit rien pour leur titularisation ?

Dans notre région, des milliers de jeunes ne trouvent pas de travail. Pour le Pas-de-Calais comme pour toute la France, la solution résiderait dans la réduction des horaires et dans

l'amélioration des conditions de travail de ce grand service public que sont les P. T. T. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Brousset. (*Applaudissements sur les bancs du groupe U. N. R. - U. D. T.*)

M. Amédée Brousset. Mesdames, messieurs, ainsi que vous le savez, le service des cabines des télécommunications de la Seine pose et entretient les appareils téléphoniques publics de Paris et de la banlieue, à l'exception — il convient de le souligner et j'en ignore la raison — des cabines placées sur la voie publique.

Ce service pose et entretient normalement les installations fixes et, en particulier, les taxiphones dans les bureaux des postes et télécommunications, les cafés, les gares, les stations de métro. Il assume également le service des installations temporaires établies à l'occasion de congrès, de foires, d'expositions, de rencontres sportives, de meetings plus ou moins politiques, de conférences de presse et, bien entendu, en d'autres circonstances. C'est dire la permanence et l'importance d'un tel service dont l'activité est d'autant plus utile que de nombreuses demandes d'installations téléphoniques privées ne sont toujours pas satisfaites.

Ce service joue donc un rôle social très important. Or certains faits portés à ma connaissance m'ont fortement surpris.

En 1955, le service des cabines contrôlait 2.142 installations avec un effectif de 4 cadres et 36 unités de personnel de pose et d'entretien. En 1966 — et l'on ne peut que s'en réjouir — le nombre de ces installations a plus que doublé, puisqu'on en compte actuellement 4.720. Mais, par un étonnant paradoxe, le service des cabines ne comprend plus que 4 postes d'encadrement et 34 postes d'agents de pose et d'entretien, c'est-à-dire deux unités de moins pour le double d'installations.

Cette situation contradictoire aggrave évidemment les conditions de travail de ce personnel. Il faut en effet considérer l'ampleur géographique des secteurs dont chacun d'entre eux a la charge. A pied, en métro ou parfois en voiture personnelle, ces agents parcourent les rues de Paris et les chemins de banlieue, porteurs au surplus de leur lourde sacoche à outils. Nulle indemnité de transport, nulle carte de métro, mais une dérisoire indemnité journalière de conduite, en cas d'utilisation de sa voiture personnelle, indemnité dont le taux de 0 franc 15 n'a pas été revalorisé depuis 1946. Cependant, ce personnel dévoué entretient avec soin un circuit d'appareils parfois vétustes, afin d'éviter au maximum les doléances toujours vives du public.

Pour redresser une telle situation qui ne peut se prolonger indéfiniment, il conviendrait sans doute de doubler les effectifs du personnel, en tenant précisément compte du fait que le nombre des appareils a lui-même doublé. Or, pour des raisons mal définies, le recrutement de tels agents est suspendu. Je désirerais, monsieur le ministre, connaître la raison de cette mesure.

Cette remarque s'applique d'ailleurs à l'ensemble des personnels de pose et d'entretien, dont l'effectif atteint 2.500 unités pour la France entière. Peut-être conviendrait-il, pour assurer la formation de ce personnel de qualité, d'opérer une refonte de leur cadre. Dans cette perspective, il serait opportun, me semble-t-il, d'offrir à ce personnel techniquement capable et dévoué, un déroulement de carrière plus rapide, l'intégration annuelle, par conformité avec les annuités réservées aux cadres homologues, des nominations, ce qui donnerait à ce personnel de grandes satisfactions.

Il importe aussi que certaines réalités passent dans le domaine réglementaire, c'est-à-dire qu'il y ait une fusion progressive des postes d'entretien et des postes de contrôle.

Dans cette attente, je me permets de vous demander la revalorisation de la prime mensuelle de technicité en faveur de ces 38 agents sur lesquels repose le service des cabines téléphoniques de la région parisienne. Cette prime est fixée actuellement à 400 francs; elle pourrait être doublée. On encouragerait ainsi ce personnel à attendre les transformations de son cadre pour le plus grand bien des taxiphones de la région parisienne et la satisfaction de la population. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. Catry.

M. Benjamin Catry. Mon intervention à cette tribune devant se faire dans le temps réglementaire d'une communication téléphonique normale de trois minutes, j'ose espérer que mon appel sera bien reçu et que ma conversation sera entendue par vous, monsieur le ministre, dans les meilleures conditions. (*Sourires.*)

Comme la plupart de mes collègues qui estiment que votre budget constitue une nouvelle étape vers des améliorations toujours plus nombreuses, je reconnais et je mesure l'importance de vos efforts et de vos réalisations en vue de satisfaire au mieux toutes les demandes de branchement en suspens, lesquelles ne peuvent être retenues valablement qu'en fonction de l'augmentation du nombre et de la capacité des centraux.

Si toutes les demandes sont dignes d'intérêt, je suppose néanmoins que vos choix vont de pair avec les nécessités de chacune d'elles et que, finalement, vos décisions interviennent en faveur de celles qui présentent d'abord un intérêt économique certain.

Permettez-moi, monsieur le ministre, en partant de ce critère, d'attirer votre bienveillante attention sur deux secteurs qui connaissent d'indéniables difficultés.

Le premier est celui de Saint-Omer et de toute la région industrielle qui s'y rattache : l'importance des échanges téléphoniques conditionne toute l'activité économique de la cité et de ses environs.

A plusieurs reprises, j'ai eu l'honneur de vous signaler que le central de Saint-Omer n'arrivait plus à donner satisfaction, dans des délais raisonnables, aux demandes toujours plus nombreuses. Pour remplir sa vocation et son rôle de sous-métropole d'équilibre, cette cité devrait pouvoir disposer de moyens téléphoniques suffisants.

Les exigences du moment seront renforcées par celles de demain que commandent les perspectives d'une expansion économique et la création récente d'un district de 50.000 habitants.

Sachant que le central de Saint-Omer a figuré dans vos propositions budgétaires, je vous serais reconnaissant, monsieur le ministre, de me rassurer en confirmant son inscription définitive, préalable indispensable pour avoir la certitude d'une réalisation prochaine.

Je voudrais également vous signaler combien la ville d'Aire-sur-la-Lys, deuxième commune de ma circonscription, souffre d'une insuffisance d'installations téléphoniques alors qu'elle est au cœur même d'un important centre économique, tant industriel que commercial et agricole. Il serait heureux à cet égard qu'une réalisation locale aille de pair avec celle de Saint-Omer, car ces deux centres vitaux constituent des relais normaux entre régions, principalement avec le métropole de Lille, avec Paris et avec la Belgique.

Enfin, monsieur le ministre, je vous saurais infiniment gré de bien vouloir décider, pour l'année 1967, la construction d'un nouvel hôtel des postes à Isbergues. Cette commune qui abrite les importantes aciéries des forges de Commentry, ne dispose que d'un bureau et de locaux exigus nettement insuffisants pour absorber les communications de cette industrie d'importance internationales et, prochainement, celles d'industries qui pourraient s'installer là dans le cadre des prévisions de l'aménagement du territoire.

Je serais très heureux, monsieur le ministre, si vous pouviez me faire l'honneur d'une réponse. Je souhaite vivement qu'elle soit favorable, conformément à l'attente confiante des villes de Saint-Omer, d'Aire-sur-la-Lys et d'Isbergues. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. Raoul Bayou. Vous n'êtes pas le seul.

M. le président. La parole est à M. Deniau, dernier orateur inscrit.

M. Xavier Deniau. Monsieur le ministre, je veux moi aussi, après beaucoup d'autres orateurs, vous parler de la crise du téléphone, mais sous un aspect un peu particulier.

J'ai regretté — vous l'avez, je pense, regretté comme moi — que nous n'ayons pu obtenir l'installation du téléphone automatique dans la région de Montargis, comme vous en avez pris l'engagement, il y a deux ans, si nous trouvions le relais de financement local. Malheureusement, les autorités de la ville et du district n'ont pas pu y parvenir.

Nous connaissons actuellement une situation difficile. Nous avons plus de mille demandes en instance et vous savez qu'il y en aurait beaucoup plus — comme dans toutes les autres villes, d'ailleurs — si les intéressés ne savaient qu'il est inutile actuellement de présenter de telles demandes.

Je donne ces précisions à titre indicatif. C'est l'état d'une situation que je viens de résumer et là n'est pas l'objet de ma brève intervention.

J'ai demandé très fréquemment des informations quant à la possibilité d'installer des lignes téléphoniques, de postes publics dans certains secteurs et de tirer des lignes

vers les mairies ou les domiciles des maires, des magistrats municipaux ou de certains particuliers qui ont besoin du téléphone pour l'exercice de leurs fonctions ou de leur profession.

J'ai été surpris du type de réponse que j'ai reçu d'une manière systématique : l'installation est absolument impossible dans l'immédiat et il n'est pas « possible d'indiquer une date même approximative pour l'exécution des travaux ».

Dans un secteur particulièrement planifié comme celui des P. T. T., il semble que l'on puisse prévoir avec exactitude ce que l'on fera et quand, ou ce que l'on ne pourra pas faire. Or, quel que soit le travail demandé, quelle que soit l'amélioration souhaitée, quel que soit le lieu concerné, il est impossible de savoir d'abord si ce sera possible et ensuite dans quel délai.

Je crois, monsieur le ministre, que cet aspect regrettable des relations entre vos services et les usagers risque de détériorer la confiance de ces derniers envers une administration qui ne mérite pas une telle suspicion et envers des personnels dont nous sommes unanimes à reconnaître la qualité.

Dans un secteur aussi planifié, l'on devrait pouvoir dire : il n'est pas possible d'exécuter ce travail immédiatement, mais ce sera possible dans un an, dans deux ans ou dans tel délai ou à telles conditions.

La seule explication actuellement donnée par vos services est la suivante : nous n'avons pas de crédits. Ce qui est inexact, puisque le secteur des télécommunications bénéficie d'une priorité dans le V^e Plan. On nous l'a dit au moment où nous l'avons voté et les autorisations de programme sont, dans ce domaine, en augmentation importante par rapport au IV^e Plan.

Je crois donc nécessaire, monsieur le ministre, que vos services donnent davantage de précisions aux usagers, à plus forte raison lorsqu'il s'agit non pas de particuliers mais de collectivités.

J'ai cité l'exemple de postes publics ou de lignes tirées vers les mairies.

Il est possible, dans certains cas, que les réseaux soient saturés et que l'on ne sache pas exactement quand on pourra les doubler. Mais il est inadmissible de ne pas pouvoir obtenir des indications quant au délai d'installation d'une boîte d'auto-commutateur rural par exemple. Il en est de même pour les opérations de couplage. Cette situation est pratiquement identique pour toutes les communes. Je n'ai que bien rarement rencontré d'exception à ce refus d'information, à cette ignorance générale à la fois sur le fond et sur le délai.

Je tenais à vous signaler cet état de choses, monsieur le ministre, car je pense que l'effort prévu par le Plan doit se traduire en premier lieu pour les usagers par une information meilleure, avant que soient effectuées les réalisations indispensables.

Si vous le désirez, je peux, pour illustrer la présente intervention, communiquer à vos collaborateurs l'épais dossier que je tiens à leur disposition.

Dans l'immédiat, comme tous mes collègues, je souhaite que cesse cet engorgement des lignes téléphoniques, extrêmement préjudiciable au développement harmonieux de l'industrie dans la région que je représente.

A partir d'un certain niveau — j'ai indiqué près de 1.000 demandes en instance pour le seul centre de groupement de Montargis — une urgence peut être définie à la leur des options du Plan dont on a parlé tout à l'heure et dans le cadre, par exemple, d'un financement supplémentaire. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des postes et télécommunications. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le ministre des postes et télécommunications. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je voudrais tout d'abord remercier les deux rapporteurs, MM. Souchal et Wagner, pour les exposés très complets qu'ils ont présentés et qui m'éviteront de revenir sur de nombreux détails de la présentation de mon budget.

Je tiens également à remercier tous ceux qui sont venus ici apporter les doléances, tant des usagers que du personnel de mon administration, même si parfois leurs critiques ont pu m'apparaître excessives ou trop stéréotypées. Mais le seul fait de critiquer prouve l'intérêt porté à cette grande administration industrielle et commerciale, aux revendications du personnel comme aux soucis des usagers. Comme nous avons, en définitive, le même objectif, qui est celui d'améliorer le fonctionnement

de mes services, et qu'en démocratie la critique est toujours constructive, je ne peux que me réjouir de toutes les interventions.

Compte tenu du nombre des sujets évoqués, qui concernent parfois des questions de caractère régional, local ou catégoriel au sujet du personnel, je ne pourrai pas ici répondre d'une façon détaillée sur tous les points abordés. Je risquerais, en effet, de détruire le schéma général d'un exposé sur les grands problèmes de mon administration. Mais je promets à tous ceux qui ne trouveront pas dans mon exposé des réponses détaillées qu'ils recevront, comme à l'accoutumée, une réponse écrite dans la semaine qui suivra.

Ce budget est le cinquième que j'ai l'honneur de défendre devant votre Assemblée. Je regrette qu'aucun orateur n'ait signalé une innovation qui a une certaine importance : je veux parler de l'amélioration de la présentation comptable. Ainsi que je l'ai dit, l'application complète de la loi de 1923 sur le budget annexe des P. T. T. nécessite une présentation honnête.

Nous avons déjà fait, en 1965, un progrès certain en fusionnant le budget annexe de la caisse nationale d'épargne avec celui des P. T. T. Cette année, nous apportons une nouvelle amélioration.

En effet, malgré l'application, depuis 1961, d'une nomenclature des charges et des produits, issue du plan comptable général, les dotations ouvertes par la loi de finances pour le budget annexe des P. T. T. ne comprenaient que des évaluations de recettes correspondant à des encaissements effectifs et des ouvertures de crédit se rapportant strictement à des dépenses à effectuer.

Or, un compte d'exploitation d'une entreprise industrielle et commerciale établi suivant les normes du plan comptable général ne comprend pas seulement des recettes et des dépenses, mais encore des écritures qui correspondent à des enrichissements ou à des appauvrissements, sans qu'il y ait pour l'entreprise encaissements ou décaissements immédiats.

Jusqu'ici, les chapitres correspondants étaient ouverts pour mémoire au budget et les écritures comptables étaient effectuées en fin de gestion par l'agent comptable des P. T. T. Pour la première fois ces notions apparaissent dans le fascicule budgétaire et, pour la première fois, le budget annexe des P. T. T. n'est pas présenté comme celui des anciens combattants, mais prend l'aspect d'un compte industriel et commercial d'une entreprise.

C'est là, je crois, une évolution qui méritait d'être soulignée. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

Je rappellerai très brièvement que ce budget prévoit 8.477 millions de francs de dépenses de fonctionnement, contre 9.932 millions de francs de recettes, ce qui, après défalcation de 51 millions de francs résultant de l'incorporation des écritures nouvelles dont je viens de parler, fait ressortir un excédent de 1.404 millions de francs environ, qui sera affecté à raison de 10,7 millions de francs à la dotation de la caisse nationale d'épargne et de 1.393,4 millions de francs à l'autofinancement.

Pour compléter le financement des investissements il sera fait appel à un emprunt dont le montant s'élèvera à 358 millions de francs.

Presque tous les orateurs qui sont intervenus dans le débat se sont plaints de l'excès d'autofinancement imposé au ministère des postes et télécommunications.

Il est vrai que cet autofinancement est important, mais il est incontestable que, dans la mesure où nous procédons par autofinancement, nous sommes assurés de pouvoir réaliser nos investissements. Il est toujours difficile à un ministre d'obtenir une autorisation d'emprunt de son collègue des finances et ce, quels que soient le gouvernement et le régime. Mais lorsqu'on est dans la situation qui est la mienne aujourd'hui et qui sera celle de mes successeurs demain, situation qui permet d'autofinancer presque tous les travaux prévus au V^e Plan, il est indéniable que les ressources obtenues par l'emprunt permettent de dépasser les objectifs de ce plan.

Je formulerais une autre observation. On a souvent dit : dans les pays voisins, l'autofinancement est beaucoup moins important. On dit aussi fréquemment : les P. T. T. devraient devenir Electricité de France ou la S. N. C. F.

Eh bien ! mesdames, messieurs, si notre administration était soumise au régime de la *Bundespost*, en Allemagne, ou de l'E. D. F., en France, elle verserait dans le premier cas 6,66 p. 100 de ses recettes à l'Etat, et dans le deuxième cas, environ 760 millions de francs d'impôts, c'est-à-dire que l'autofinancement prévu aujourd'hui pour un montant de 1.404 millions de francs serait

amputé de plus de 50 p. 100, et le Gouvernement devrait l'autoriser à se procurer par l'emprunt de l'argent qui, aujourd'hui, ne lui coûte rien. En définitive — j'insiste sur ce point — l'opération est fructueuse pour notre administration.

Avant d'aborder la gestion des services d'exploitation, je voudrais vous faire part d'une réflexion suscitée par les doléances de la plupart des orateurs. Presque tous, en effet, ont dit que le scandale du téléphone était plus grand que jamais, que la situation des services se dégradait et que le sort du personnel était toujours plus pénible.

J'entends formuler des critiques de ce genre depuis cinq ans. Or, depuis cinq ans — et je ne me réfère volontiers qu'à la période durant laquelle j'ai soutenu la discussion de ce budget devant votre Assemblée — les crédits sociaux de mon ministère ont triplé. Les renforts en effectifs atteignent, pour cette période de cinq ans, le total des créations d'emplois intervenues au cours des dix-sept années précédentes, de 1946 à 1962. Les investissements ont doublé. Le rythme d'accroissement est celui du doublement en cinq ans, tandis que l'E. D. F. — je le souligne — ne prévoit le doublement qu'en dix ans.

Je rappelle aussi que, pendant cette même période, le taux d'automatisation des postes téléphoniques est passé de 63 à 70 p. 100 et celui du trafic interurbain au départ de Paris de 43 à 66 p. 100.

Enfin, le salaire mensuel d'un préposé célibataire débutant à Paris — primes et indemnités comprises — qui était de 546 francs en 1962 est maintenant de 714,72 francs, soit plus de 30 p. 100 d'augmentation.

Certes, les arbres cachent quelquefois la forêt. Mais, tout en souhaitant agir plus vite, il faut néanmoins constater l'importance des résultats déjà obtenus.

Je vais maintenant exposer ce que nous nous proposons de faire au cours de l'année prochaine grâce au budget qui vous est soumis, en traitant d'abord de la gestion des services d'exploitation — qui englobera la politique d'équipement et le fonctionnement des services — puis en évoquant des problèmes de personnel et des œuvres sociales.

En ce qui concerne la gestion des services d'exploitation, je traiterai successivement des télécommunications, de la poste, des services financiers et des bâtiments.

Les télécommunications ont occupé une place majeure dans toutes les interventions et ont fait l'objet de la plus grande partie des critiques formulées.

Je tiens à dire tout de suite, et très solennellement, pour la cinquième année consécutive, qu'il n'est pas question, pour le Gouvernement, de remettre au secteur privé, dans un avenir proche ou éloigné, une part quelconque du monopole des télécommunications. Nous n'avons même pas l'intention d'agir comme l'a fait le gouvernement travailliste britannique, c'est-à-dire de confier à une personnalité du secteur privé une enquête concernant la réorganisation de nos services. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

A l'heure actuelle — et cela peut surprendre certains d'entre vous — nous pourrions, dans un délai relativement bref, rattraper le retard en matière de raccordement des abonnés. Mais dans ce cas que se passerait-il ? Nous aurions, dans le domaine du téléphone, une situation analogue à celle que l'on constate dans les rues de Paris en cette période de retour de vacances. Or, actuellement, le trafic téléphonique est écoulé normalement.

Je vous en donnerai un seul exemple, que j'ai vérifié moi-même et qui a frappé beaucoup de ceux qui m'en ont fait la remarque. Il concerne une émission de la télévision française, intitulée : « Pas une seconde à perdre ». Au cours du jeu, le concurrent à qui l'on pose des questions a le droit de faire appel à un renfort habitant quelque part en France et dont le poste téléphonique peut être atteint de Paris par voie automatique.

Ce renfort n'est pas désigné à l'avance puisqu'il est tiré au sort.

J'ai assisté à plusieurs de ces émissions et j'ai vu que les renforts ont toujours été atteints, quelle que soit leur résidence, dans un délai inférieur à vingt secondes. (Protestations sur de nombreux bancs des groupes communiste, socialiste et du rassemblement démocratique.)

C'est un fait. Vous n'avez pour vous en convaincre, qu'à regarder l'émission intitulée « Pas une seconde à perdre ».

J'ajoute que le développement des jeux radiodiffusés ou télévisés utilisant des appels téléphoniques démontre que le fonctionnement du réseau automatique français peut être comparé à celui des autres réseaux étrangers. (Nouvelles protestations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.)

M. René Regaudie. C'est la négation de la vérité la plus élémentaire !

M. le président. Monsieur Regaudie, vous n'avez pas la parole.

M. le ministre des postes et télécommunications. J'ai écouté avec courtoisie tous les orateurs comme j'en ai l'habitude. Le ministre que je suis devrait être payé de retour même en cette année électorale. (Protestations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.)

M. René Regaudie. Monsieur le ministre, vous venez d'énoncer une contre-vérité !

M. le président. Monsieur Rigaudie, je vais vous rappeler à l'ordre.

M. Raymond Réthoré. Ce n'est pas une contre-vérité.

Mme Jeannette Prin. Vous savez bien, monsieur le ministre, que ces renforts sont tous inscrits à l'avance !

M. le président. Madame Prin, veuillez ne pas interrompre.

M. le ministre des postes et télécommunications. J'admire le comportement démocratique de ceux qui m'interrompent de ce côté de l'hémicycle. (L'orateur désigne les bancs des groupes communiste et socialiste.) Ils ne veulent même pas écouter les arguments opposés à ceux qu'ils développent habituellement.

M. Jeannil Dumortier. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le président. Autorisez-vous M. Dumortier à vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le ministre des postes et télécommunications. Oui, monsieur le président.

Si je réprime les interruptions intempestives, je permets toujours les observations courtoises.

M. le président. La parole est à M. Dumortier avec la permission de l'orateur.

M. Jeannil Dumortier. Monsieur le ministre, j'ai suivi l'émission à laquelle vous faites allusion. Cette émission a d'ailleurs été interrompue à la suite d'un incident technique. Je n'en fais aucun grief à l'O. R. T. F. car on ne peut pas toujours éviter un incident dans l'alimentation électrique ; mais si je donne cette précision c'est pour vous prouver que j'ai suivi l'émission.

Je dois souligner que, contrairement à ce que vous dites, il n'y a pas de tirage au sort. Il y a prélèvement, dans une boîte, d'une carte portant le nom d'un abonné par le meneur de jeu. Certes — et j'en félicite l'administration — il est très bon que d'avance les circuits soient préparés...

M. le ministre des postes et télécommunications. Mais non !

M. Jeannil Dumortier. ... mais cette expérience me conduit à dire que si à l'heure où se déroule l'émission vous appelez au hasard, de votre poste, un poste quelconque, vous ne parviendrez pas toujours à obtenir la communication.

L'O. R. T. F. a eu certes raison de prendre ses précautions à l'avance. Mais ne dites pas qu'il y a eu tirage au sort du correspondant.

M. le ministre des postes et télécommunications. Monsieur Dumortier, je répète qu'en ce qui concerne les communications téléphoniques il n'y a pas eu de préparation.

Je ne défends pas ici le budget de l'O. R. T. F. Je cite simplement un exemple qui prouve que le réseau téléphonique automatique fonctionne correctement. Je n'ai pas parlé des circuits manuels car, je le reconnais, leur exploitation est souvent très difficile, mais je signale que le trafic manuel ne représente plus qu'environ 35 p. 100 de l'ensemble.

Le nombre des circuits manuels diminuera progressivement puisque nous parviendrons, en fin d'exécution du V^e Plan, à un degré d'automatisation de l'ordre de 85 p. 100.

Je répète qu'on pourrait — comme cela s'est fait dans des pays voisins — donner la priorité au raccordement de nouveaux abonnés. Nous aurions ainsi des listes d'attente infiniment moins copieuses mais un encombrement infiniment plus grand. J'ose dire que, contrairement à certaines affirmations, la comparaison entre l'encombrement du réseau de certains pays voisins et celui du nôtre n'est pas défavorable.

Dans les prochains mois, de nouveaux câbles coaxiaux seront mis en service et amélioreront la situation.

Au sujet des raccordements, je me suis expliqué clairement vendredi dernier en répondant à une question orale de M. Poudevigne. Le délai moyen actuel d'attente est d'environ seize mois. C'est un fait.

Le nombre des demandes en instance a augmenté ces dernières années. Il est maintenant voisin de 400.000. Mais comme le nombre des raccordements effectués chaque année s'accroît, le temps d'attente demeure à peu près le même. La résorption du retard ne s'effectuera que dans la mesure où nous aurons des voies de transmission en quantité suffisante.

En fait, les crédits pour 1967 vont permettre, comme en 1966, d'augmenter les taux d'automatisation.

Au cours de 1966 ils passeront de 68 p. 100 à 70 p. 100 pour les postes d'abonnement, de 56 à 66 p. 100 pour le trafic interurbain intérieur au départ de Paris et de 60 à 75 p. 100 pour le trafic international au départ de Paris.

Nous avons également beaucoup progressé dans le domaine de l'automatique rural.

Au cours des douze derniers mois l'automatisation des zones rurales a été achevée dans sept départements. Les travaux sont en cours dans tous les départements non encore entièrement équipés. Au sujet de la desserte téléphonique rurale, je peux indiquer que 95 communes seulement n'ont pas le téléphone, alors qu'il y a seulement dix ans il y en avait plus de 2.000.

De nombreux hameaux ont été raccordés au réseau mais, malgré mon désir, je ne peux augmenter rapidement la cadence. Il faut, en effet, dans chaque cas, effectuer des travaux importants, donc onéreux, pour construire des lignes longues desservant des postes à très faible trafic — parfois une communication par semaine — et le bilan d'exploitation de ces postes est, en conséquence, largement déficitaire.

En ce qui concerne le télex, le développement est rapide. Il y avait, je le rappelle, à peu près 40 télex en France, en 1946 ; nous en aurons 11.000 à la fin de cette année, et environ 40.000 à la fin du V^e Plan.

Le taux d'automatisation du trafic télex international de départ est passé de 75 p. 100, à la fin de 1964, à 82 p. 100 à la fin de 1965 et il atteindra 90 p. 100 l'année prochaine.

En fait, malgré les difficultés que connaissent les usagers du téléphone, des progrès immenses ont déjà été réalisés. Entre 1958 et 1967 nous aurons installé en France plus de postes téléphoniques qu'entre le début du téléphone en 1884 et 1958.

M. René Regaudie. Mais il se vend aussi davantage d'automobiles ! C'est le progrès !

M. le président. Vous n'avez pas la parole, monsieur Regaudie. Laissez poursuivre M. le ministre.

M. le ministre des postes et télécommunications. Je constate que ce progrès s'accélère actuellement grâce à notre gestion, ce qui semble vous irriter particulièrement.

Pour obtenir ce résultat il fallait faire reconnaître l'existence du problème « téléphone ». Cela semble, aujourd'hui, une évidence, mais tel n'a pas été le cas lors de l'établissement des quatre premiers plans.

Il fallait aussi obtenir du Gouvernement une priorité pour les équipements de télécommunications. Pour la première fois, le V^e Plan accorde cette priorité au même titre qu'à la recherche scientifique. Et, toujours pour la première fois, les crédits affectés aux télécommunications dépassent, pour la première année du Plan, les dotations initialement prévues. En effet, pour l'année 1966, j'ai obtenu, en cours d'année, grâce aux majorations de tarifs, des crédits supplémentaires d'équipement qui permettent d'espérer que la tranche optionnelle de 1 milliard pourra être obtenue au cours des cinq années d'exécution du Plan.

Je répondrai maintenant très brièvement à M. Souchal, qui a évoqué le problème des prix des matériels.

Je suis particulièrement heureux que ce grave problème ait été abordé objectivement par votre rapporteur. Jusqu'à présent, on reprochait le manque de concurrence en prétendant que l'administration des postes et télécommunications n'avait pas assez de fournisseurs. On reprochait aux hauts fonctionnaires en général d'être collectivement des prévaricateurs et de ne pas se soucier des deniers de l'Etat.

Or, dans le rapport de votre commission, je relève la constatation de faits qui me semblaient évidents depuis des années : non seulement la concurrence est reconnue suffisante, mais il

est déclaré que les fournisseurs sont trop nombreux. Je suis tout à fait d'accord avec M. Souchal lorsqu'il exprime le souhait de voir réaliser une concentration de l'industrie des matériels de télécommunications. Cinq entreprises en commutation, cinq entreprises en transmission, c'est trop. Dans les pays voisins, il y en a une ou deux au maximum pour des fournitures représentant quelquefois le double de nos commandes annuelles.

M. Souchal et les députés qui sont intervenus lors de l'examen en commission du projet de budget ont raison de suggérer la création d'une grande entreprise française susceptible d'équilibrer le groupe américain.

Je tiens à préciser que nous avons, d'année en année, augmenté la part des fournisseurs français, notamment en matière de commutation, si bien qu'elle dépasse maintenant celle du groupe dit américain. En fait, la création en 1964 d'un service de contrôle comptable au C. N. E. T. a permis, après un rodage et un démarrage assez lents, d'obtenir des résultats appréciables. Des études sur les prix de revient des entreprises, menées d'ailleurs en collaboration avec ces entreprises, au fur et à mesure de l'augmentation des commandes qui entraînaient la fabrication en séries importantes, ont permis d'obtenir certains des rabais évoqués par M. Souchal. Cela ne signifie d'ailleurs pas que les prix étaient auparavant scandaleux.

Nous avons ainsi obtenu un rabais de 21 p. 100 sur les téléimprimeurs. Mais il convient de rappeler que le nombre de ces appareils est passé de 44 en 1946 à près de 11.000 aujourd'hui. Il est évident que le prix de revient unitaire diminue lorsque la production mensuelle passe de 100 à 400 téléimprimeurs.

De même, l'augmentation du volume des commandes permet d'obtenir des rabais sur le prix des câbles.

C'est pourquoi il est indispensable d'opérer des concentrations dans l'industrie française fournisseur de mon administration, car les plus grandes séries permettent les plus bas prix. Les suggestions faites à cet égard par la commission des finances me semblent excellentes.

Je me permets d'indiquer au passage qu'on invoque volontiers les rapports de la Cour des comptes dans la mesure où ils critiquent l'action ministérielle, mais qu'on ne les cite jamais quand ils décernent des éloges.

Dans le rapport sur l'année 1964, la Cour des comptes déclarait notamment :

« Il n'est pas douteux que les services des postes et télécommunications ont conduit les pourparlers relatifs à la fixation des prix de série des matériels avec un souci permanent d'économie. »

Elle ajoutait dans sa conclusion qu'elle était « en mesure de constater les efforts continus des services des P. T. T. pour obtenir des conditions meilleures lors des négociations commerciales ».

J'espère que ces précisions, jointes à celles de votre commission, mettront un terme aux campagnes de calomnie, particulièrement désagréables, relatives aux prix payés par l'administration des P. T. T. à ses fournisseurs.

En revanche, je ne crois pas — je le précise à l'intention de M. Souchal — que la concentration améliorera la technique, car déjà, tant en commutation qu'en transmission, les sociétés S. O. C. O. T. E. L. et S. O. T. E. L. E. C. qui groupent les constructeurs et l'Etat, prennent les brevets qui permettent la normalisation du matériel.

Je ne crois pas non plus que la concentration soit de nature à abrégé les délais de livraison. Ceux-ci se sont en effet améliorés puisque, en deux ans, ils sont passés pour le matériel de télécommunication de vingt-quatre mois à vingt et un mois en moyenne. D'ailleurs, une enquête effectuée dans cinq pays : Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Suède et Suisse, permet de constater que les délais de livraison de leurs entreprises sont aujourd'hui plutôt supérieurs aux nôtres.

Pour le service postal, je me bornerai à souligner que les récriminations qui se font jour ici ou là quant à sa dégradation ne doivent pas être considérées comme entièrement valables hors de nos frontières puisque nous recevons fréquemment des délégations étrangères, britanniques, allemandes ou même yougoslaves, qui viennent mettre au point la réorganisation de leurs services sur le modèle français, car ces pays considèrent notre service comme le meilleur du monde. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

J'indique très rapidement que ce budget comprend les crédits nécessaires pour amorcer le renouvellement de la flotte aérienne postale de nuit. Nous avons en effet l'intention de remplacer les vieux appareils D. C. 3 et de poursuivre une politique de liaisons transversales qui a démarré avec la liaison aérienne de nuit entre Lyon et Strasbourg, avec escales à Genève et Mulhouse.

Je signale également le développement assez rapide de la motorisation postale. En cinq ans — veuillez excuser cette référence répétée — le nombre des tournées motorisées passera de 6.983 en 1962 à 12.900 en 1967.

Dans les services financiers, nous continuons la politique d'électronisation.

Actuellement, les services des chèques postaux sont exploités avec des ensembles électroniques dans les centres de Rouen, Limoges, Châlons-sur-Marne et Nancy. L'équipement des centres de Dijon, Nantes et Strasbourg est prévu pour 1967. A Nantes l'opération permettra non seulement la gestion des comptes mais également l'exploitation des terminaux, expérience qui sera intéressante pour les centres très importants.

A l'heure actuelle, la comptabilité de la caisse d'épargne est entièrement traitée par ensembles électroniques.

Les centres régionaux de comptabilité déjà équipés utilisent soit des installations qui leur sont propres soit des ensembles exploités en commun avec les centres de chèques postaux ou les centres de comptabilité téléphonique.

Pour les bâtiments enfin, je note que les autorisations de programme sont supérieures de 27 p. 100 à celles de 1966.

J'indique, d'autre part, à M. Souchal que je suis d'accord avec lui au sujet de la suggestion formulée par la commission sur le coût et le rendement des services publics concernant la constitution d'un bureau central d'architecture au ministère. Du reste, la création de deux emplois d'architecte contractuel est prévue dans mon projet de budget.

Toutefois, nous ne pouvons pas espérer que tous les projets pourront être réalisés par ces architectes. De plus, dans bien des cas, les ingénieurs des télécommunications — polytechniciens — affectés à la direction des bâtiments et des transports ont sans doute plus d'autorité, pour négocier avec les architectes du secteur privé, que des architectes contractuels recrutés avec des conditions financières relativement modestes.

A la demande, à la fois, de votre commission et de la commission sur le coût et le rendement des services publics, je veux bien instituer un service d'architecture au ministère, mais, encore une fois, nous ne pouvons envisager la suppression des architectes des P. T. T. Au contraire, la collaboration entre ceux-ci et l'administration devra être, grâce à cette création, renforcée.

J'en arrive maintenant aux problèmes de personnel. Dans une administration qui compte près de 300.000 agents, les problèmes de personnels ont une importance considérable.

La première critique qui m'a été faite porte sur l'insuffisance des renforts en effectifs pour l'exercice 1967.

On m'a dit que l'augmentation d'un peu plus de 2 p. 100 de effectifs ne correspond pas à l'augmentation du trafic.

Je me demande à quoi servirait l'automatisation du réseau téléphonique, l'électronisation des services financiers, la motorisation de la distribution postale et la mécanisation de la manutention et du tri, si l'augmentation des effectifs du personnel devait toujours être proportionnelle à celle du trafic ?

Dans les entreprises industrielles et commerciales comme E. D. F., la Régie Renault et bien d'autres, je ne pense pas que l'augmentation du personnel suive celle de la production d'électricité ou des voitures.

Je vous ai dit tout à l'heure qu'entre 1958 et 1967 nous aurons créé 60.570 emplois alors que, entre 1948 et 1959, il n'avait été créé que 17.200 emplois.

Or j'observe que, pendant cette période, l'indice d'accroissement de la poste — qui demande le plus grand renfort en effectif — est passé de 100 à 152 alors qu'entre 1958 et 1967 l'indice n'est passé que de 100 à 144. Nous avons grosso modo créé quatre fois plus d'emplois au cours des dix dernières années qu'au cours des dix précédentes.

J'observe également qu'en 1950, 1951 et 1952 les gouvernements Bidault, Queuille et Plevin ont fait voter par le Parlement des réductions d'effectifs successives atteignant 9996 emplois, bien que les indices de croissance tant de la poste que des télécommunications aient été semblables aux variations actuelles.

D'autre part, on m'a fait observer que la prime de résultat d'exploitation n'est augmentée que de 25 francs.

J'avais demandé davantage à mon collègue des finances et, je peux le dire, je demanderai encore plus l'année prochaine car je ne désespère pas d'obtenir que cette prime rejoigne le traitement manuel d'un préposé célibataire débutant à Paris. Mais, là aussi, il faut être objectif. On a dit que cette prime

augmentait de 40 francs tous les ans depuis 1959. C'est vrai. Mais, avant cette période, aucune augmentation n'a été enregistrée pendant plusieurs années. Si le montant de cette prime est passé de 200 francs en 1958 à 500 francs en 1967, cette amélioration doit être portée au crédit de notre politique.

A l'heure actuelle, le salaire mensuel des préposés débutant à Paris, d'environ 600 francs — indemnités spéciales non comprises — compte tenu de ce que les salaires dans la fonction publique augmentent non pas de 2 p. 100, madame Prin, mais de 4 p. 100 par an, il faudra essayer d'atteindre l'objectif fixé dans un délai de l'ordre de cinq ans. Cette prime représenterait alors un treizième mois et ce serait une conquête sociale importante. (*Murmures sur les bancs du groupe communiste.*)

On peut, bien sûr, protester et demander une solution plus rapide qu'en ma qualité de ministre responsable, je souhaite car je ne suis pas un exploiteur capitaliste de mon personnel. Gérant un monopole d'Etat, je suis dans la situation d'un directeur de trust d'Etat soviétique, je m'excuse, madame Prin, de cette comparaison, mais c'est ainsi. J'aimerais pouvoir donner davantage, mais je ne peux négliger l'équilibre général du budget.

Lorsqu'on présente des catalogues de revendications, on ne dit jamais combien coûteraient les mesures sollicitées.

A ce propos, et en quelques mots, je voudrais évoquer une question qui est chaque année reprise par presque tous les orateurs. Il s'agit de la fusion des grades de préposé et préposé spécialisé.

On nous dit — ce qui est vrai du reste — qu'il y a des gens qui, pour un même travail, gagnent 50 francs de plus ou de moins selon qu'ils sont préposés spécialisés ou simples préposés. On conclut en affirmant péremptoirement que c'est scandaleux et qu'il faut, naturellement, fusionner ces catégories.

Sans doute. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que, il y a dix ans, pour répondre aux revendications répétées des syndicats, on a créé cette catégorie de préposé spécialisé à seul fin de ménage, pour environ 30 p. 100 des préposés, une possibilité d'amélioration de carrière.

Premier temps, donc : on obtient satisfaction sur telle revendication. Deuxième temps — nous y sommes — on déclare : tout le monde doit être préposé spécialisé. Tout se passe comme si, dans l'armée, tout le monde devait être nommé sergent.

C'est probablement très souhaitable mais ne vaudrait-il pas mieux être plus franc et dire : nous demandons une augmentation de 50 francs par mois en faveur des préposés. Ce serait, en tout cas, plus honnête que de se réfugier dans un vocabulaire catégoriel confus et connu des seuls initiés.

Cela ne signifie pas que le rôle des syndicats soit néfaste. Ils doivent défendre les revendications des travailleurs. Mais en les exposant il faut aussi voir ce qu'elles mettent en jeu, et notamment leurs répercussions financières.

Que l'on me permette, en passant, de signaler — c'est tout de même important — l'introduction dans le budget de crédits relatifs à l'indemnité spéciale — que certains qualifient « de panier » — de 420 francs par an. La mesure n'est pas négligeable pour les préposés ruraux. Elle intéressera 13.500 agents.

Voilà satisfaite une revendication qui fut longtemps défendue sur tous les bancs de cette Assemblée. Je suis particulièrement heureux d'avoir pu, non sans difficultés, d'ailleurs, mais grâce à la compréhension de mon collègue du budget, obtenir, sur ce point, satisfaction.

Je signale aussi l'augmentation de 30 p. 100 de l'indemnité de gérance et de responsabilité pour les receveurs et chefs de centre.

On ne peut tout faire à la fois. Il faut, je crois, étudier chaque année une ou deux revendications importantes, un ou deux problèmes particuliers. Si j'essayais de faire droit à toutes les revendications présentées à cette tribune — dans un très bon esprit — par certains orateurs, il est bien certain que je n'aboutirais à rien, car l'addition atteindrait plusieurs milliards de dépenses supplémentaires.

Je ne ferai qu'évoquer la titularisation des auxiliaires qui est en cours et dont bénéficieront, à la fin de cette année, 1.800 agents de mon administration.

Enfin, je signale un effort catégoriel qui, pour modeste qu'il soit, a malgré tout été réalisé au cours de cette année. Le Gouvernement a relevé de cinq points les cinq premiers échelons de l'échelle indiciaire des préposés. La mesure touche 44.000 agents.

Il a également relevé de cinq à dix points les indices de l'échelle ES 3.

Enfin, les conditions d'accès des agents techniques et des préposés au grade d'agent technique spécialisé et de préposé spécialisé ont été améliorées en substituant la sélection au choix à la procédure de l'examen professionnel.

Mesdames, messieurs, je conclurai en examinant le chapitre des œuvres sociales.

Je suis étonné d'entendre critiquer l'insuffisance des crédits affectés aux œuvres sociales. Aucun ministère ne fait autant que celui des postes et télécommunications en faveur de ses fonctionnaires. Je le dis sans crainte d'être démenti. Aucun budget des œuvres sociales n'a cru plus vite que celui de mon département. Les crédits ont quintuplé depuis 1960 et triplé depuis 1962. Le crédit prévu à la première section est de 37 millions de francs et celui de la deuxième section s'élève à 8 millions de francs. En outre, 23 millions de francs sont prévus pour le logement du personnel.

On me dit que cet effort représente moins de 1 p. 100 du chiffre d'affaires de notre administration.

J'ai conscience de mes responsabilités. Je pourrais citer des chiffres — qui seraient peut-être mal interprétés — et qui concernent le nombre des personnes détachées auprès des différents services sociaux de mon département, et dont les rémunérations s'ajoutent en fait aux crédits affectés à celles-ci; mais je ne le ferai pas. La critique, quand elle est exagérée, devient inopérante.

Je donnerai quelques exemples. En cinq ans, nous avons porté le nombre de places dans les colonies de vacances, de 8.300 à 11.200; nous avons ouvert onze cantines et nous en avons modernisé vingt; nous avons créé onze foyers-dortoirs à Paris et vingt-cinq en province. Nous avons réalisé des opérations à la fois sportives et sociales comme le centre de Sainte-Assise que tout le monde peut nous envier et qui est une sorte de Racing-Club à la portée du préposé. Nous construisons une piscine ultra-moderne, la plus belle de Paris, pour l'A. S. P. T. T. Enfin, nous avons en préparation un autre centre sportif au Barcarès.

Pour loger le personnel, nous avons attribué depuis 1962 14.500 logements neufs à notre personnel. Aucune administration publique n'a fait autant. Je sais que les besoins sont encore immenses en raison du fait — je l'ai dit ce matin — que nous recrutons l'essentiel de notre personnel dans dix-sept départements et que presque tous les postiers de la région parisienne viennent de la province.

Je puis dire qu'un effort immense a été accompli dans le domaine des œuvres sociales et qu'on ne saurait le nier sans déformer la vérité.

Avant de terminer, j'indique à MM. Schloesing, Catry, Buot et Poncelet qui sont intervenus sur la situation particulière de leurs régions ainsi qu'à Mme Thome-Patenôtre qui a évoqué les problèmes de la région parisienne que je leur répondrai par écrit.

Je puis dire cependant à M. Catry que l'opération de construction du central de Saint-Omer sera lancée en 1967 et que la commande des équipements suivra.

Je tiens enfin à rassurer M. Halbout. Le timbre qu'il a réclamé à mes prédécesseurs et qu'il me réclame depuis cinq ans pour la ville de Vire sera émis, sans doute l'année prochaine. La commission consultative a donné son accord à ce sujet.

Avant de descendre de cette tribune, je voudrais vous dire ma fierté d'être, depuis cinq ans, à la tête de cette administration ainsi que l'estime et l'amitié que je porte à tous ses fonctionnaires pour les efforts qu'ils accomplissent et que tous les orateurs ont soulignés.

Même en attaquant le ministre, on a félicité les fonctionnaires. Permettez au ministre, qui s'est défendu contre les attaques, de s'associer aux félicitations. Car ce sera la fierté de ma vie d'avoir été pendant cinq ans à la tête de ces 300.000 personnes qui ont une si haute conscience du service public. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les crédits des services votés, inscrits à l'article 28, au titre du budget annexe des postes et télécommunications, au chiffre de 9.361.335.461 francs.

(Ces crédits, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix l'autorisation de programme inscrite au paragraphe I de l'article 29 — Mesures nouvelles — au titre du budget annexe des postes et télécommunications, au chiffre de 1.732 millions de francs.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits inscrits au paragraphe II de l'article 29 — Mesures nouvelles — au titre du budget annexe des postes et télécommunications, au chiffre de 928.791.870 francs.

Je suis saisi par le groupe socialiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	474
Nombre de suffrages exprimés.....	468
Majorité absolue.....	235
Pour l'adoption.....	274
Contre	194

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. Nous avons terminé l'examen du budget annexe des postes et télécommunications.

Nous abordons maintenant l'examen des crédits du ministère des affaires sociales.

AFFAIRES SOCIALES

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (Mesures nouvelles).

- « Titre III : + 45.808.543 francs ;
- « Titre IV : + 100.801.454 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (Mesures nouvelles).

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT

- « Autorisation de programme : 41.150.000 francs ;
- « Crédit de paiement : 2.035.000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ETAT

- « Autorisation de programme : 694.850.000 francs ;
- « Crédit de paiement : 87 millions de francs. »

Le débat a été organisé comme suit :

- Gouvernement, 2 heures 15 minutes ;
- Commissions, 1 heure ;
- Groupe de l'U. N. R.-U. D. T., 2 heures 45 minutes ;
- Groupe socialiste, 45 minutes ;
- Groupe du centre démocratique, 40 minutes ;
- Groupe communiste, 30 minutes ;
- Groupe du rassemblement démocratique, 30 minutes ;
- Groupe des républicains indépendants, 25 minutes ;
- Isolés, 10 minutes.

La parole est à M. Raymond Boisdé, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour le travail. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U.N.R.-U.D.T.)

M. Raymond Boisdé, rapporteur spécial. Monsieur le ministre des affaires sociales, mes chers collègues, les observations que j'ai l'honneur de présenter vous paraîtront peut-être décousues. Pour plus d'homogénéité et de détails, je vous inviterai à vous reporter aux tableaux annexes de mon rapport, où figurent tous les chiffres souhaitables.

S'agissant d'un ministère qui a compétence, à présent, à la fois pour les affaires sociales et pour la population, certains commen-

taires sur la situation sociale proprement dite ne seront sans doute pas déplacés, encore que pour d'autres motifs nous ne puissions pas évoquer, comme à l'accoutumée, l'ensemble de la politique sociale du Gouvernement à l'occasion de ce budget.

Le budget de fonctionnement, auquel s'ajoutent, bien sûr, quelques dépenses en capital, est resté stationnaire, si bien que mon rapport pourrait être qualifié de rapport sur l'expédition des affaires courantes. Cela est vrai surtout du fait que les trois grandes questions qui pourraient caractériser la politique sociale du Gouvernement tout entier ont déjà fait ou feront l'objet de débats approfondis.

C'est ainsi que le Parlement a déjà eu l'occasion de voter la loi relative à l'assurance obligatoire, maladie et chirurgie, des travailleurs non salariés non agricoles.

Cette loi, qui a été saluée avec beaucoup de satisfaction par les intéressés, est maintenant entrée dans une phase d'application pour laquelle, d'ailleurs, nous demanderons au Gouvernement de bien vouloir continuer de consulter les intéressés. En effet, quelques lacunes ou quelques points obscurs subsistent, concernant par exemple l'implantation des différentes instances locales et régionales. De plus, le sort des jeunes qui, à la fin de leur scolarité, sont en attente d'exercer une activité professionnelle ou qui accomplissent leur service militaire reste à insérer dans le jeu de la loi.

Le deuxième grand problème social qui a été traité et en partie résolu est celui de la formation professionnelle et de la promotion sociale.

Je dis en partie résolu parce que, là encore, des compléments doivent être apportés — on nous en annonce d'ailleurs périodiquement — en ce qui concerne tant le financement des instances prévues par la loi que les modalités d'application.

C'est ainsi que la pédagogie propre à la formation des adultes semble ne pas avoir encore reçu de solution, même imparfaite.

Ce problème social, comme les autres, concerne plusieurs départements ministériels. L'éducation nationale, bien sûr, pour la formation, mais aussi ce qui était autrefois le ministère du travail, qui régent un certain nombre d'établissements d'enseignement que l'on entend conserver et non pas amputer. La collaboration nécessaire entre les enseignants du ministère de l'éducation nationale et les enseignants professionnels des établissements qui existent déjà et qui donnent satisfaction demandera une mise au point, délicate sans doute mais indispensable.

Il faudra de même éviter les doubles emplois entre les instituts universitaires de technologie et les centres essaimés par le conservatoire national des arts et métiers qui mérite de garder sa vocation, parfaitement exercée, de promotion des techniciens.

D'autre part, j'aurai l'occasion, à propos du fonds national de l'emploi, d'évoquer ses interférences avec le fonds national de formation professionnelle et de promotion sociale.

Je me permets d'ailleurs de demander au Gouvernement de bien préciser, dans l'intitulé de la loi, qu'il s'agit à la fois de la formation professionnelle et de la promotion sociale.

Le troisième problème, qui revêt la plus grande importance, qui n'a cessé d'être d'actualité et qui le sera de plus en plus, est celui de l'équilibre de la sécurité sociale.

Selon le Gouvernement, ce problème est tellement important et exige des débats tellement approfondis qu'il ne serait pas sage d'en aborder l'examen au cours de cette session, au risque de ne pouvoir l'achever. Aussi reviendra-t-il à la prochaine Assemblée nationale de connaître les études préalables entreprises et les suggestions proposées par le Gouvernement.

Un certain nombre d'hypothèses devront également être explorées. Je n'y insiste pas car il n'est pas opportun d'engager un débat dont aucune conclusion valable ne pourrait être tirée.

Je me contenterai de rappeler quelques chiffres qui montrent l'importance du problème financier à résoudre.

Naguère, j'avais fait preuve de quelque optimisme — et encore avais-je été taxé de pessimisme! — en évaluant à 1.400 millions le déficit probable de la sécurité sociale pour l'année 1966. Or les prévisions actuelles sont de 1.700 millions, et elles seraient de 2 milliards si, grâce à la majoration de 0,75 p. 100 de la cotisation patronale, un apport de 30 à 31 millions n'avait été rendu possible, accroissement de recettes qui représente une centaine de millions en année pleine.

Du fait de cet accroissement de recettes, il est possible — l'administration l'espère en tout cas — que l'écart de l'année prochaine soit inférieur à celui de 1966.

Personnellement, je fais encore des réserves, car je crains que certains éléments d'appréciation ne soient controués par les faits. L'évolution de la démographie, de la pyramide d'âges et des besoins en soins ne cessant de s'accroître, il sera de plus en plus urgent de trouver une ou plusieurs solutions.

Sans anticiper, je pense qu'il faudra recourir à plusieurs modalités de redressement, par exemple la refonte du régime des prestations, l'accroissement des ressources, qui seront collectées par tel ou tel canal, y compris éventuellement celui de la fiscalité.

Ce n'est pas le moment ni le lieu de porter un jugement sur cette augmentation, un peu intempestive en cours d'année, de 0,75 p. 100 de la cotisation patronale. Sur le plan économique — et non plus sur le plan social, encore que les deux s'imbriquent — il s'agit là en effet d'une nouvelle et redoutable surcharge des prix de revient des activités de main-d'œuvre. Et cette surcharge se trouvant aggravée par la majoration de 50 p. 100 du taux de la taxe d'apprentissage — qui passera de 0,40 à 0,60 p. 100 en vertu de la loi sur la formation professionnelle — il y a là matière à préoccupation, eu égard surtout aux conditions de concurrence entre nos entreprises et celles de nos voisins.

Je ferai maintenant quelques observations de détail en ce qui concerne un début d'intervention active du ministère des affaires sociales. Je ne parle pas d'intervention intelligente. Car les interventions du ministère du travail ont toujours été intelligentes! (*Sourires.*) Mais je parle d'intervention active, entendant par là qu'elle est plus particulièrement agissante dans un domaine mal exploité: celui du placement, c'est-à-dire de la confrontation des demandes et des offres d'emplois, ainsi que de l'information — information vivante et non uniquement faite de documents — au profit de ceux qui demandent des emplois et de ceux qui en offrent.

D'où la création d'un nouveau service, composé d'ailleurs de contractuels, dont l'effectif dépassera 300, sur lesquels 290 au moins seront vraiment « sur le tas » et ne s'occuperont pas de besoins bureaucratiques, administratifs ou sédentaires.

Ce service, me semble-t-il, permettra d'employer des cadres victimes de la prévention que d'aucuns manifestent actuellement à l'égard de cadres d'un certain âge. J'espère d'ailleurs que cette prévention disparaîtra bientôt, en raison de l'évolution de la technologie et de l'organisation scientifique du travail.

Ces cadres, qui bénéficient d'une certaine expérience mais qui ont surtout l'habitude d'être en contact avec le personnel et avec les employeurs, pourront utilement orienter les demandes d'emploi et favoriser des placements heureux.

Parmi les nouveaux moyens actuellement mis en œuvre par le ministère des affaires sociales, je tenais à signaler cette innovation particulièrement heureuse.

En revanche, je serai moins laudatif en ce qui concerne la diminution des crédits affectés au Fonds national de l'emploi.

Je sais bien qu'il s'agit de crédits évaluatifs et que les chiffres figurant au présent budget tiennent compte du fait que les crédits prévus lors du précédent exercice n'avaient pas — tant s'en faut — été dépensés. C'est une première justification de cette diminution. En voici une seconde: le Fonds national de la formation professionnelle et de la promotion sociale, qui a la charge, notamment par l'augmentation du nombre et de l'efficacité des sections de la formation professionnelle des adultes, d'améliorer la qualité de la main-d'œuvre, devrait permettre, en assurant une reconversion rapide des personnes privées momentanément d'emploi, d'économiser le recours aux actions d'urgence du Fonds national de l'emploi. Il y aurait là une sorte d'interférence réciproque que je ne désapprouve certes pas, mais il ne faudrait pourtant pas que l'on découvre Pierre sans recouvrer Paul et c'est pourquoi je faisais allusion à cette incertitude quant aux moyens financiers dont, en définitive, disposera le Fonds national de la formation professionnelle. Il doit apparaître clairement que le Fonds national de l'emploi est suffisamment doté et non pas amputé du fait de la création du Fonds national de la formation professionnelle.

Bien entendu, le Fonds national de l'emploi doit remplir d'autres missions que celle de la formation professionnelle, notamment en cas de licenciements collectifs ou de conversions totales d'entreprises. Cependant, les conversions individuelles, le recyclage comme on dit, doivent être l'œuvre commune des deux organisations.

Quelques mots maintenant au sujet de ce que l'on appelle un peu vulgairement le déficit de la sécurité sociale. Il existe, en effet, un écart entre les recettes et les dépenses, mais enfin il faut savoir ce que l'on veut. Lorsqu'on s'engage à accorder certaines prestations et que l'on s'est orienté vers un transfert de revenus on sait pertinemment qu'il faudra aller jusqu'au bout sans s'arrêter en cours de route. Cela suppose que, durant le parcours, le Trésor public alimente la trésorerie de la sécurité sociale afin que celle-ci ne soit pas exsangue et encore moins

en état de carence. Ce n'est peut-être pas une bonne solution, mais ce n'est pas un cas unique d'opérations de transit lorsqu'il s'agit du fonctionnement d'instances d'intérêt national. Au surplus, le « déficit », comme l'on dit, de l'ensemble des régimes est dû, pour sa totalité en 1966, au transfert de charges externes imposées au régime général, suivant un tableau inséré dans mon rapport.

Au surplus, à quoi est due l'augmentation des dépenses de la sécurité sociale ? En particulier au développement des prestations de l'assurance maladie, à l'augmentation des remboursements sans ticket modérateur, ainsi qu'au nouvel accroissement de la charge résultant de l'augmentation du nombre des pensionnés de vieillesse par rapport à celui des personnes actives ; mais cela concerne plutôt le deuxième volet de la sécurité sociale.

Dans le premier volet, on peut noter également l'augmentation des dépenses toujours plus élevées de pharmacie et d'analyses, et enfin, malheureusement, un développement du taux d'absentéisme pour cause de maladie. Comme le nombre des journées d'absence augmente et que le niveau des salaires s'élève, tout concourt à accroître les dépenses.

En ce qui concerne la situation de l'emploi proprement dit, j'ai présenté dans mon rapport écrit une analyse du marché du travail. Elle conduit à des conclusions globalement optimistes, mais ne cache pas qu'il y a des différences très grandes suivant les secteurs technologiques, les qualifications professionnelles et surtout selon les régions.

Là encore il ne faut pas s'arrêter aux moyennes. La moyenne arithmétique est une indication souvent fictive, aussi fallacieuse que l'est la statistique dans certains de ses emplois, car il y a trop de disparate entre les différentes catégories de main-d'œuvre selon leur degré de qualification et selon le développement et la localisation des diverses industries ou activités.

De plus, lorsqu'on évoque le problème de la main-d'œuvre, il ne faut pas se borner à l'industrie. L'artisanat et certains métiers d'art, qui subissent actuellement si lourdement le handicap du régime actuel de prélèvement sur les dépenses salariales des ressources de la sécurité sociale, ne doivent pas être négligés. Et, après tout, entre autres l'agriculture est aussi une activité de main-d'œuvre.

Après avoir à nouveau félicité l'administration du ministère du travail pour la diligence, le dévouement et la compétence qu'elle apporte, sous la haute direction de son ministre, à accomplir des missions de plus en plus complexes, je conclurai en demandant tout spécialement à ce dernier de continuer à utiliser le procédé démocratique du dialogue. Seul il permettra la mise au point des différents textes que j'ai signalés au cours de mon exposé et la correction de certaines lacunes, en particulier d'une certaine omission particulièrement importante. En effet, le Premier ministre nous avait promis en 1962, si mes souvenirs sont exacts, d'aboutir à la suppression des abattements de zone avant la fin de la présente législature. Nous avions enregistré la promesse et nous partagions son espoir quoique je n'avais pas caché, à l'époque, que j'éprouvais quelque inquiétude. Je dois constater aujourd'hui que l'affirmation ancienne ne nous est pas renouvelée. Je laisse au Gouvernement le soin de nous expliquer pourquoi et comment.

Quoi qu'il en soit, aussi bien dans ce domaine que dans les autres, la conversation avec les intéressés et leurs organisations de toute nature — je veux dire bien entendu de toutes catégories sociales ou économiques — est une nécessité ; seule elle permettra d'éviter bien des malentendus.

L'information est un besoin de plus en plus ressenti dans notre civilisation. La formation est une nécessité de plus en plus exigée par l'évolution des techniques. L'organisation du travail est également à l'ordre du jour depuis que beaucoup de mouvements de grève sont axés non pas uniquement sur des revendications de salaires mais sur des modifications aux conditions du travail. Il y a donc encore beaucoup de perfectionnements à apporter, monsieur le ministre, et dans le dialogue et dans les éléments à fournir à l'appui de ce dialogue. Je vous fais confiance en vous demandant en conclusion de former et d'informer les partenaires, et enfin de perfectionner en particulier le déroulement du dialogue social. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. Bisson, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan pour la santé publique.

M. Robert Bisson, rapporteur spécial. Mesdames, messieurs, lors de la constitution du gouvernement actuel il a été décidé de placer sous l'autorité d'un même ministre les services du

travail et ceux de la santé publique et de la population, le nouveau département ainsi créé prenant le nom de ministère des affaires sociales.

Cependant, cette année encore le budget de ce ministère fait l'objet de deux rapports distincts, l'un concernant les services propres du travail — nous venons d'entendre à leur sujet M. Boisdé — l'autre ayant trait à l'administration centrale et à la santé publique, que j'ai l'honneur de présenter devant vous.

Dans le court délai qui m'est imparti, je ne puis que décrire la physionomie de ce secteur du budget, en appelant l'attention de l'Assemblée sur certains points particuliers :

Il est d'ailleurs difficile, en raison même de la fusion des services, de comparer d'une façon très précise les crédits proposés pour 1967 avec ceux qui ont été fixés pour 1966, d'autant que certains transferts ont été opérés d'un titre à l'autre et même d'un département ministériel à l'autre.

Il est cependant possible d'indiquer que les opérations vraiment nouvelles concernant le titre III « Moyens des services » atteignent environ 27 millions et celles concernant le titre IV « Interventions publiques » se montent à 27,5 millions, c'est-à-dire que les dépenses ordinaires de fonctionnement comporte 54,5 millions de mesures nouvelles.

Quant au budget d'équipement, les dépenses en capital comprennent les investissements exécutés par l'Etat figurant au titre V et les subventions d'investissement accordées par l'Etat inscrites au titre VI. Pour l'ensemble de ces deux titres, les crédits de paiement qui s'élevaient en 1966 à 199 millions 400.000 francs atteindront, en 1967, 355 millions, ce qui représente une augmentation de 78 p. 100.

Les autorisations de programme chiffrées à 557 millions en 1966 s'élèveront, en 1967, à 613 millions, soit une augmentation supérieure à 10 p. 100.

En résumé, les crédits du ministère des affaires sociales, secteur santé publique et population, bénéficieront d'une augmentation globale de 20 p. 100, les autorisations de programme en matière d'équipement s'élevant de 10 p. 100.

Parmi les dépenses ordinaires, 17.550.000 francs, soit plus de la moitié des augmentations de crédits, concernent la recherche médicale. Il faut à cet égard noter que les crédits de fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale sont passés de 5 millions en 1959 à 65.893.000 francs en 1967, c'est-à-dire qu'ils ont été affectés du coefficient 13.

C'est l'une des traductions budgétaires de la volonté du Gouvernement de promouvoir la recherche médicale, la recherche scientifique et technique, puisque M. le ministre de l'économie et des finances indiquait à cette tribune, lors de la présentation générale du budget, que l'ensemble des crédits affectés à la recherche était augmenté de 50 p. 100 en 1967 par rapport à 1966. Cet effort mérite d'être souligné.

Les observations de la commission des finances sur les dépenses ordinaires portent sur le personnel administratif, le personnel hospitalier et l'action sociale.

En ce qui concerne le personnel administratif, la commission avait déjà, l'an dernier, présenté des remarques sur le classement indiciaire du corps de l'inspection sanitaire et sociale. M. Marcellin, alors ministre de la santé publique et de la population, avait répondu qu'il était parfaitement conscient de l'importance des attributions des directeurs de l'action sanitaire et sociale et qu'il s'emploierait à régler, en coordination avec le ministère des finances, les problèmes en litige. Or, le projet de budget pour 1967 n'apporte aucune des modifications attendues.

Dans le rapport écrit, j'ai noté que l'amélioration du classement indiciaire et des conditions d'avancement en début et en fin de carrière, permettrait, en favorisant le recrutement, un meilleur contrôle des dépenses et ainsi d'appréciables économies pour l'Etat et les collectivités locales.

En ce qui concerne le personnel des services extérieurs du ministère, l'inadaptation des effectifs aux besoins réels des services est génératrice de difficultés de fonctionnement. Le fait qu'un fort pourcentage du personnel en fonctions dans les services soit rémunéré sur les budgets départementaux, crée un déséquilibre qui compromet le déroulement normal de carrière de ces agents.

Les départements doivent payer environ 2.000 agents occupés à des travaux d'Etat. Il y a là un exemple du transfert sur le budget des collectivités locales des charges incombant normalement à l'Etat, transfert sur lequel les élus locaux appellent à bon droit l'attention des pouvoirs publics.

Il doit être mis fin à cette situation par la prise en charge, au budget de l'Etat, de la totalité des agents en fonctions dans les services, aboutissant à la titularisation de tous les auxiliaires et la réévaluation des effectifs, avec établissement d'une nouvelle pyramide comportant une répartition normale entre les catégories A, B, C, D.

L'Assemblée nationale a voté tout récemment le projet de loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle, texte que M. Michel Debré, il y a quelques jours, qualifiait, à juste titre, de « capital ». Dans l'exposé des motifs de ce projet, nous avons pu lire qu'il était prévu, dans un délai d'un an et dans chaque administration, un inventaire des actions de formation professionnelle et de promotion sociale dans la fonction publique et qu'à la suite de cet inventaire, des mesures propres à renforcer ces actions seront prises par décret.

La déclaration d'intention est excellente; encore faudrait-il pour que cette promotion professionnelle des agents devienne effective, que des emplois nouveaux correspondant aux besoins soient créés, afin de permettre les nominations.

Les mêmes observations sont valables pour le service de santé scolaire, qui du fait de la réforme administrative a été transféré du ministère de l'éducation nationale au ministère des affaires sociales. En dépit des augmentations des effectifs des élèves, aucun crédit supplémentaire permettant le recrutement de médecins, d'assistantes sociales et d'infirmières n'a été inscrit au budget. Bien au contraire, un décret du 12 août 1965 a porté suppression de 263 emplois d'assistantes sociales et d'infirmières et de 25 médecins.

Nous ne pensons pas qu'une meilleure utilisation des fonctionnaires et agents dont disposent actuellement les directions départementales d'action sanitaire et sociale pourrait remédier aux conséquences du manque de personnel. Nous savons tous que, dans nos départements, malgré son dévouement sans borne, auquel la commission des finances rend hommage, le personnel ne peut suffire à la tâche.

S'il m'est permis de prendre l'exemple de mon département, j'indique qu'il serait nécessaire de recruter quatre assistantes sociales scolaires et deux infirmières scolaires.

Quant au personnel hospitalier, la place que prend l'hôpital dans la vie sociale et économique du pays exige des cadres préparés à cette mission et rémunérés comme tels. Mais si le ministère des affaires sociales a élaboré un projet de texte portant réforme du statut des cadres de direction, le ministère de l'économie et des finances ne l'a pas encore agréé. La commission des finances souhaite très vivement que l'accord nécessaire intervienne au plus tôt.

Le problème des infirmières et celui des auxiliaires médicaux ont retenu tout spécialement notre attention car ils sont dramatiques. Si la commission des finances a enregistré avec intérêt l'augmentation des crédits destinés aux bourses d'études des infirmières, crédits qui passeront de 6.556.000 francs en 1966 à 7.656.000 francs en 1967, elle souhaite que l'effort accompli en faveur de ce personnel soit poursuivi, tant en ce qui concerne les rémunérations et les avantages de carrière que la durée et les conditions de travail.

Si la durée des études est prolongée d'une année, il est envisagé de faire bénéficier les infirmières de l'échelle indiciaire actuellement accordée aux infirmières spécialisées. La durée de carrière serait ainsi réduite de dix-neuf à seize ans et l'indice terminal de traitement porté de 405 à 415. Mais ces mesures seraient insuffisantes pour conjurer la crise de recrutement dans les établissements publics.

Quant à la durée du travail, il serait indispensable d'assouplir, en faveur du personnel hospitalier, les dispositions du décret-loi du 21 avril 1939 fixant à quarante-cinq heures la durée hebdomadaire du travail dans tous les services publics de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics.

Monsieur le ministre, votre prédécesseur, par une circulaire du 19 octobre 1962, avait réduit de quarante-cinq à quarante-trois heures la durée hebdomadaire de travail dans les hôpitaux, mais il dut abroger la mesure car elle n'était pas conforme au décret-loi précité. La question doit être réexaminée.

Par ailleurs, les conditions de vie des infirmières posent un problème. Celles-ci devraient pouvoir disposer d'un cadre convenable pour se détendre pendant leurs heures de repos. Le service de garde du dimanche devrait être aménagé. Enfin et surtout un logement devrait leur être assuré à proximité de leur lieu de travail, afin de ne pas ajouter, par de longs déplacements, à la fatigue éprouvée dans l'exercice de leurs fonctions.

Si la commission des finances plaide la cause des infirmières c'est, bien entendu, pour défendre ce corps dont la conscience professionnelle est admirée mais aussi dans l'intérêt des malades qui sont la raison d'exister de nos établissements hospitaliers. Il est de notre devoir de prendre ou de proposer les mesures dont ils seront, en fin de compte, les bénéficiaires réels.

Telles sont donc les principales observations de la commission en ce qui concerne le personnel.

En ce qui concerne l'action sociale, j'ai rappelé dans le rapport écrit que le taux minimum de l'allocation aux personnes âgées, infirmes, aveugles et grands infirmes, qui était de 848 francs au 1^{er} juillet 1958, a été élevé par paliers jusqu'à 2.000 francs au 1^{er} juillet 1966; il sera de 2.100 francs au 1^{er} janvier 1967 et la commission a noté une nouvelle fois que ce chiffre était insuffisant et, en tout cas, en retrait par rapport aux propositions de la commission Laroque, qui avait recommandé d'atteindre le chiffre de 2.200 francs au 1^{er} janvier 1965, compte évidemment non tenu de la hausse des prix intervenue depuis lesdites propositions.

La commission a par ailleurs réitéré ses observations de l'année dernière concernant l'inutilité apparente de maintenir une distinction entre les infirmes de moins de 80 p. 100 d'incapacité et les grands infirmes; les explications nécessaires figurent dans le rapport écrit.

Puisque j'évoque le problème des vieillards, je ne saurais passer sous silence la situation des rentiers voyageurs de l'Etat. Elle touche des centaines de milliers de personnes âgées, qui ont eu le louable souci de n'être pas à la charge de la collectivité en se constituant elles-mêmes une retraite garantie par l'Etat pour assurer la sécurité de leurs vieux jours et qui ne demandent que leur dû. Elles ont été ruinées par les dévaluations successives, car les revalorisations n'ont pas suivi l'augmentation du coût de la vie. L'importance économique et sociale de cette question est évidente.

En votre personne, monsieur le ministre, la commission des finances s'adresse au Gouvernement tout entier.

Enfin, et toujours sur le chapitre de l'action sociale, je dois indiquer à l'Assemblée que la commission des finances s'est à nouveau vivement émue du maintien du mode actuel de calcul de la répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales.

Ces dépenses sont actuellement réparties entre les collectivités selon les barèmes annexés au décret du 21 mai 1955, établis en fonction de critères tels que la valeur du centime, le produit de la taxe locale par habitant, et qui ont fort besoin d'être actualisés.

Les indices ont abouti à des différences considérables entre les divers départements français et, depuis bien des années, ils sont générateurs d'injustices que le Gouvernement a reconnues.

Une commission interministérielle, comprenant des représentants des ministères de l'économie et des finances, de l'intérieur et des affaires sociales, s'est réunie à plusieurs reprises et il était permis d'espérer que ses travaux aboutiraient au cours de l'année 1966.

Malheureusement, répondant à une question posée, vous avez indiqué, monsieur le ministre, que lesdits travaux ont dû être « provisoirement » suspendus en raison de la réforme en cours des finances locales, la suppression de la taxe locale et son remplacement par de nouvelles ressources rendant nécessaire la connaissance de celles-ci.

Vous avez précisé qu'une étude dans ce sens est actuellement effectuée et que, dès que les résultats en seront connus, la commission interministérielle chargée de la révision générale des barèmes sera invitée à reprendre ses travaux.

Sans méconnaître la valeur de l'argumentation, la commission des finances a constaté que le remède aux graves injustices signalées est reporté d'année en année, ce qui obère considérablement certains budgets départementaux. Il est vraiment urgent d'en terminer.

J'examinerai très rapidement les dépenses d'équipement.

Les crédits prévus au titre V pour les investissements exécutés par l'Etat se montent, dans le domaine de l'équipement culturel et social, à 29.100.000 francs contre 4.600.000 francs en 1966, soit une augmentation de 530 p. 100.

En ce qui concerne les subventions d'investissements accordées par l'Etat, les crédits inscrits au titre VI passent de 194.800.000 francs en 1966 à 325.900.000 francs en 1967, soit une augmentation de 67 p. 100.

L'effort a été réalisé dans tous les chapitres, mais spécialement dans les domaines suivants, au titre des opérations nouvelles :

Hôpitaux généraux, 116.268.000 francs en 1967 contre 94.100.000 francs en 1966 ; recherche scientifique et médicale, 38 millions de francs en 1967 contre 27 millions de francs en 1966 ; enfance inadaptée, 62.300.000 francs en 1967 contre 45.900.000 francs en 1966.

C'est ainsi que les crédits d'équipement concernant l'enfance inadaptée représentent le plus fort pourcentage d'augmentation de ce budget. Ce secteur pose d'ailleurs l'un des problèmes les plus préoccupants, car un retard considérable a été pris au cours de l'exécution du IV^e Plan, notamment en ce qui concerne les instituts médico-pédagogiques et les ateliers protégés.

M. André Tourné. C'est vrai !

M. Robert Bisson, rapporteur spécial. Ces crédits supplémentaires permettront la réalisation de 4.639 places nouvelles et l'amélioration de 789 places.

A ces crédits prévus à l'article 1^{er} du chapitre 66-20 s'ajoutent 3 millions de francs individualisés pour les écoles d'éducateurs à l'article 4, paragraphe B ; ces dotations doivent permettre de réaliser trois opérations, dont un aménagement et deux transferts avec extension.

En 1966, le centre technique national pour l'enfance et l'adolescence inadaptées, prévu par l'arrêté du 22 janvier 1964, a été effectivement créé après que les vingt et un centres régionaux pour l'enfance et l'adolescence inadaptées aient été régulièrement constitués et agrésés.

Désormais, les services régionaux et départementaux de l'action sanitaire et sociale ainsi que les établissements et œuvres s'occupant de l'enfance et de l'adolescence inadaptées auront à leur disposition des équipes de spécialistes — psychiatres, psychologues, éducateurs, assistances sociales, etc. — dont sont obligatoirement dotés les centres régionaux.

Comment apprécier ce budget d'équipement ?

Le budget de 1966, première année d'exécution du V^e Plan, ne semblait pas marquer le grand départ permettant d'atteindre les objectifs de ce plan, dans le domaine de l'équipement hospitalier notamment.

En effet, déduction faite des opérations relevant de l'éducation surveillée, le V^e Plan a prévu un volume d'autorisations de programme de 2.950 millions de francs et le montant de ces autorisations de programme s'élevait, pour 1966, à 530 millions de francs, soit à 18 p. 100 seulement et donc à moins du cinquième des prévisions du Plan.

Pour 1967, les autorisations demandées sont de 575 millions de francs, soit 19,5 p. 100 des prévisions du Plan. Autrement dit, on n'atteindra pas encore tout à fait la vitesse moyenne de croisière de 20 p. 100 par an pendant cinq ans.

L'accélération de 1,5 p. 100 prévue en 1967 devra donc être maintenue de 1968 à 1970 inclusivement, afin de combler cette insuffisance de départ, d'autant plus que les opérations lancées au cours du V^e Plan, en ce qui concerne les hôpitaux généraux, correspondront à un équipement de 23.000 lits, alors que les besoins recensés sont bien supérieurs.

La question du financement de l'équipement n'est toujours pas réglée. Actuellement, le ministère des affaires sociales subventionne les opérations au taux de 40 p. 100, les organismes de sécurité sociale interviennent pour 30 p. 100 et l'établissement intervient également pour 30 p. 100 sur ses ressources propres ou par un emprunt contracté auprès de la caisse des dépôts et consignations.

Or les organismes de sécurité sociale éprouvent des difficultés à assurer l'important concours qui leur est demandé et qui croît chaque année. De nouveaux modes de financement avaient été annoncés pour l'exécution du V^e Plan ; ils n'ont pas encore été élaborés et les inquiétudes subsistent.

A l'occasion de la discussion du budget d'équipement, je désire, monsieur le ministre, remercier, comme chaque année, vos collaborateurs de la direction de l'équipement sanitaire et social qui rendent de très précieuses services aux collectivités maîtres d'ouvrage, lors de l'élaboration des projets et lors du contrôle des opérations d'adjudication. Grâce au service des études, les architectes maîtres d'œuvre ont à leur disposition une documentation fort utile.

Plusieurs collègues sont intervenus dans le débat en commission des finances.

M. le président Palewski a souhaité qu'une « liaison organique » soit instituée entre les différents ministères afin que les installations sanitaires et sociales dans les villes nouvelles ou

dans les quartiers nouveaux des grandes cités soient réalisées en même temps que les équipements généraux.

M. Rivain s'est attaché tout spécialement au financement de l'équipement, en particulier des hôpitaux généraux, insistant sur la nécessité d'une modification du système actuel. Tous deux se sont également associés aux préoccupations du rapporteur, relatives au déroulement de carrière et aux indices terminaux des personnels de l'action sanitaire et sociale.

Ils ont souhaité que ces fonctionnaires obtiennent la parité avec leurs autres collègues relevant du ministère des affaires sociales ou soumis à sa tutelle, afin d'améliorer le recrutement et de permettre ainsi un contrôle plus efficace des dépenses.

M. Lamps s'est préoccupé de la création nécessaire de centres de dépistage du cancer, notamment près des centres hospitaliers universitaires.

Enfin **M. Chapalain**, citant en exemple le département de la Sarthe, et **M. Rivain**, se sont inquiétés des mauvaises conditions dans lesquelles fonctionne le service de santé scolaire, en raison de la pénurie de personnel. Je viens d'ailleurs d'appeler l'attention de l'Assemblée sur cette importante question.

Sous le bénéfice de ces observations, la commission des finances propose à l'Assemblée d'adopter le projet de budget du ministère des affaires sociales — secteur santé publique et population. Certes, il présente certaines lacunes, mais un budget doit être jugé dans son ensemble et, s'il devait être parfait pour être voté, aucun ne l'eût été, sous aucun gouvernement et sous aucune République.

La commission a pris acte des efforts indiscutables dont témoigne ce budget qui, dans le cadre de la loi de finances, a été bien traité.

M. Michel Debré, que je cite pour la troisième fois, a parlé des compliments auxquels le Gouvernement peut « éventuellement avoir droit en pareille circonstance ». Ces compliments, la commission des finances vous les exprime, monsieur le ministre, et il m'est agréable d'être, en cet instant, après **M. Boisdé**, son mandataire. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. J'indique à l'Assemblée que la séance sera levée à dix-neuf heures dix pour permettre à la conférence des présidents de se réunir.

La parole est à **M. Herman**, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour le travail. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Pierre Herman, rapporteur pour avis. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le rapporteur pour avis, traitant des affaires sociales, a divisé en deux chapitres — travail et sécurité sociale — son rapport sur le projet de budget du ministère des affaires sociales pour 1967, le premier chapitre évoquant les problèmes du travail et de l'emploi, le second l'évolution des prestations sociales en 1966 et en 1967.

Les crédits affectés au Travail pour 1967 présentent une articulation nouvelle, dans la mesure où ils s'intègrent dans une structure administrative renouée. En effet, le décret du 22 février 1966 a créé de nouvelles directions générales qui viennent soit des anciennes directions du ministère de la santé publique, soit de la fusion de services existants. Il s'agit des directions générales suivantes : santé ; famille, vieillesse et action sociale ; assurance-maladie et caisses de sécurité sociale ; travail et emploi ; population et migrations ; équipement sanitaire et social.

Quels moyens seront mis en œuvre en 1967 pour mener à bien la politique de l'emploi ? L'examen doit porter sur les moyens des services, les interventions publiques, les subventions d'investissement, quelques problèmes sociaux particuliers, enfin sur le contexte social dans lequel s'inscrit le budget de 1967.

En ce qui concerne les moyens des services, votre rapporteur, mes chers collègues, a noté avec satisfaction que l'augmentation des crédits de près de six millions correspond au renforcement des services de l'emploi. Les crédits nécessaires à la création de 326 emplois nouveaux d'agents contractuels, notamment de placiers, sont en effet inscrits au budget.

La création des emplois de placiers s'intègre dans le cadre de la réforme des services de l'emploi qui a pour objet de moderniser les services extérieurs du ministère et de leur faire jouer le rôle essentiel sur le marché du travail d'intermédiaires entre les offerts et les demandes d'emploi. Celles-ci se font actuellement de façon souvent anarchique et nuisent à la fluidité de l'emploi nécessaire dans une économie en expansion.

Sur les 326 emplois nouveaux, une vingtaine seront affectés aux bourses régionales de l'emploi que le ministère va mettre en place incessamment.

L'activité de ces bourses consistera à recueillir toutes les demandes et offres d'emploi de la région et à parvenir à une meilleure connaissance du marché du travail. Une première expérience de ce genre est en cours à Lille, où l'activité de l'atelier mécanographique a été développée. Les informations statistiques qu'il donne quant à l'emploi, et les études auxquelles il procède, couvrent maintenant, pour certaines opérations, non seulement la région du Nord, mais aussi la Picardie et même la Lorraine.

Le statut des placiers n'est pas encore définitivement arrêté. Mais il est d'ores et déjà certain qu'il s'agira de contractuels. A la lumière d'expériences réalisées dans le Nord, en Lorraine et dans la région lyonnaise, ces responsables devront être recrutés parmi des hommes ou des femmes d'un certain âge, ayant déjà une expérience professionnelle et capables de se rendre dans les entreprises pour apprécier sur place les besoins. Ces placiers exerceraient pendant quelques années. Il semble en effet que ce type de travail convienne à des contractuels.

Conformément aux recommandations du V^e Plan, le ministère procède au renforcement des services extérieurs de l'emploi.

Néanmoins, un problème demeure non résolu : celui de l'inspection du travail, dont votre rapporteur a déjà souligné l'an dernier le malaise dû à la disproportion entre le volume de ses tâches et la faiblesse de ses moyens d'action. Le Conseil économique et social, dans son avis du 27 octobre 1965, a formulé à cet égard différentes recommandations, préconisant la refonte et la spécialisation des attributions, la progression des effectifs et l'extension du recrutement, le renforcement et une nouvelle orientation des moyens d'action, notamment en matière de sécurité du travail et de contrôle de la législation.

Le ministère des affaires sociales s'est attaché à trouver des solutions au problème préoccupant des effectifs. Pour l'inspection du travail, il a été demandé aux directeurs régionaux de chercher à développer l'information sur la carrière auprès des étudiants en droit et en lettres pouvant être intéressés.

En 1965, le nombre de postes offerts au concours a été de 35 pour l'accès au centre de formation des inspecteurs du travail et de 80 pour les contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre.

Simultanément, une action de formation et de perfectionnement a été engagée ; en même temps que les programmes des concours étaient allégés et que les méthodes de l'enseignement donné au centre de formation des inspecteurs du travail étaient revues, des stages de perfectionnement étaient organisés auprès de l'administration centrale avec le concours du ministère de la jeunesse et des sports.

Ces actions sont certes intéressantes, mais le recrutement dépend avant tout de la revalorisation de la carrière par une amélioration du classement indiciaire de l'emploi.

Les moyens des services révèlent encore des crédits supplémentaires affectés à l'installation des nouvelles directions départementales du travail, correspondant aux nouveaux départements de la région parisienne. Cinq postes de directeurs départementaux sont créés.

Enfin, les crédits affectés aux centres militaires de formation professionnelle pour les emplois et le fonctionnement sont maintenant regroupés aux services du travail et de la main-d'œuvre.

Votre rapporteur regrette vivement que ce regroupement n'ait pas entraîné l'augmentation des crédits de formation professionnelle de l'armée qui se montent, comme l'an dernier, à environ six millions, alors que l'accent est mis sur la nécessité impérieuse d'assurer la formation professionnelle des jeunes, notamment par la loi de programme et d'orientation sur la formation professionnelle que l'Assemblée a adoptée la semaine dernière par 352 voix contre 0.

L'armée, par le service militaire, dispose d'un terrain extrêmement favorable pour exercer d'importantes actions de formation.

L'ensemble des mesures nouvelles au titre des moyens des services se monte à près de 12 millions de francs supplémentaires par rapport à 1966, contre 3 millions d'augmentation l'an dernier.

Votre rapporteur, qui avait souligné l'an passé la modicité des augmentations de crédits, ne peut que se féliciter de l'effort qui est fait cette année, du point de vue de la rénovation des services de l'emploi.

En ce qui concerne les interventions publiques, on relève une très importante dotation nouvelle de 12 millions de francs au chapitre 44-72 au titre de l'aide de reconversion à la sidérurgie. Cette mesure a été prise en application de l'article 56 du traité instituant la C. E. C. A. Elle se justifie par la mise en œuvre d'un programme destiné à assurer la compétitivité de l'industrie

sidérurgique française et qui entraînera des compressions d'effectifs importantes pendant toute la période d'application du V^e Plan.

Des informations que j'ai recueillies, il ressort que cette dotation doit permettre d'aménager les anciennes formes d'aide et de promouvoir des aides nouvelles. L'ensemble de ces mesures doit couvrir la totalité des cas de reconversion imposée aux travailleurs de la sidérurgie par les licenciements qui entraînent la recherche d'un nouvel emploi et, très souvent, la perte temporaire de l'intégralité du salaire, la nécessité de suivre les stages de la F. P. A., voire d'aller, loin du domicile, dans une localité où peuvent exister des difficultés de logement.

La majeure partie des crédits affectés aux interventions publiques, soit près de 24 millions de francs, est réservée au Fonds national de l'emploi. Votre rapporteur s'étonne que cette dotation soit inférieure à celle de 1966 qui atteignait 28 millions. D'après les informations recueillies, cette stagnation se justifierait par l'effort particulier déployé en faveur de la formation professionnelle.

Les actions du Fonds national de l'emploi ont été axées en 1965 sur trois centres d'intérêt particulièrement sensibles : interventions en cas de déséquilibre grave de l'emploi ; études systématiques et spécifiques de l'emploi ; information professionnelle.

Les interventions portent essentiellement sur la conclusion de conventions de coopération de divers types : convention de formation, allocations de transfert de domicile ; conventions d'allocations dégressives ; conventions d'allocation spéciale.

En ce qui concerne l'aide aux travailleurs migrants, les fonds destinés à ceux-ci sont désormais versés à la nouvelle direction de la population et des migrations.

L'ensemble des mesures nouvelles pour 1967 se monte à près de 23 millions de francs.

Selon les services ministériels, le développement important pris au cours des dernières années par l'immigration étrangère, qu'elle soit d'origine européenne, maghrébine ou africaine, a amené le Gouvernement à mettre l'accent sur l'accueil et l'action sociale au sens large, en vue de permettre une intégration harmonieuse des populations immigrées dans la vie économique et sociale de notre pays.

Depuis plusieurs années déjà, les deux ministères principaux intéressés — travail et santé publique et population — avaient développé une action coordonnée et systématique en ce sens.

Cette action s'est trouvée considérablement accrue grâce à l'intervention et aux moyens financiers du fonds d'action sociale précédemment institué au profit des migrants algériens et dont la compétence a été étendue à l'ensemble des travailleurs migrants étrangers par le décret n° 64-356 du 24 avril 1964.

La création, en 1966, du ministère des affaires sociales permet désormais le regroupement et la coordination de toutes les activités concourant à l'accueil et à l'action sociale en faveur des travailleurs immigrés, éléments aujourd'hui fondamentaux de la politique d'immigration.

En ce qui concerne l'action du fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers, cet établissement public national à caractère administratif dispose essentiellement de recettes qui ont été définies par la loi n° 64-701 du 10 juillet 1964.

Ces recettes sont affectées à la réalisation des programmes annuels d'action sanitaire et sociale préparés désormais exclusivement par le ministère des affaires sociales. Le bilan de l'aide aux travailleurs migrants peut donc être défini à partir du montant et de la consistance des programmes annuels et de la rapidité de leurs réalisations.

Pour l'année 1966, le programme du fonds d'action sociale a été porté de 70 millions à 100 millions de francs se décomposant comme suit : logement des travailleurs isolés et foyers de jeunes travailleurs, 69 millions ; habitat familial, 20 millions ; action éducative, 4 millions ; formation et préformation professionnelles, 4 millions ; promotion sociale et divers, 3 millions.

Votre commission tient à souligner l'effort financier consenti en faveur des immigrants, notamment du point de vue de l'hébergement.

Cet effort est étayé par l'article 56 de la loi de finances. Afin d'assurer la continuité de la politique d'action sociale en faveur des travailleurs étrangers prévu dans le cadre du V^e Plan, il a paru indispensable d'instituer une majoration de la redevance perçue par l'office national d'immigration. Par ailleurs, cet office qui dispose d'excédents de trésorerie pourra consentir au fonds d'action sociale des subventions ou des avances sans intérêt.

S'agissant de l'aide aux travailleurs handicapés, votre rapporteur s'inquiète de voir la dotation inscrite pour le reclassement de ces travailleurs diminuée de 250.000 francs au titre des mesures nouvelles, bien que les services votés se montent à 1.500.000 francs supplémentaires.

En ce qui concerne le reclassement des travailleurs handicapés dans la fonction publique, en application du décret du 16 décembre 1965, le ministère des affaires sociales a donné certaines précisions.

Il convient de souligner que la mise en œuvre du décret du 16 décembre 1965 implique l'intervention de plusieurs arrêtés dont certains de caractère interministériel. Au cours de ces derniers mois, le ministère des affaires sociales s'est donc particulièrement attaché à l'élaboration de ces différents textes en assurant les liaisons nécessaires avec les départements ministériels intéressés.

En l'état actuel de l'établissement de ces textes, il est possible d'escompter des nominations dans les emplois des secteurs publics et semi-publics au cours de l'année 1967.

Les subventions d'investissement concernent essentiellement la formation professionnelle des adultes. L'accroissement du nombre des stagiaires rend nécessaire l'augmentation des moyens de fonctionnement. Un crédit supplémentaire de 45 millions de francs est prévu pour y faire face.

On relève au chapitre 66-71 des crédits de paiement s'élevant à un total de 85 millions de francs pour 1967, soit 33 millions de plus que l'an dernier et des autorisations de programme s'élevant à 120 millions de francs, contre 108 millions en 1966.

Cet effort financier important résulte de la mise en application de la loi de programme sur la formation professionnelle, 1967 étant la première année du plan triennal s'intégrant dans les prévisions du V^e Plan.

Votre rapporteur, qui a déjà abordé la formation professionnelle des adultes dans le cadre de la loi de programme, vous rappelle que sont prévus dans les cinq années du Plan des crédits se montant à 625 millions de francs, destinés à la formation professionnelle des adultes et dont une part importante sera consacrée à la création de 660 sections.

Pour 1967, 107 sections seront créées dont 39 pour le bâtiment, 35 pour les métaux et l'électricité et 33 pour divers corps de métiers; 32 sections, soit près du tiers, seront des sections féminines.

Votre rapporteur constate donc une très sensible amélioration des mesures budgétaires inscrites au titre du travail, par rapport à l'an dernier, sur des points importants: la réorganisation des services de l'emploi — création des placiers — la formation professionnelle des adultes, en application du programme triennal prévu par la loi de programme, l'aide aux travailleurs de la sidérurgie.

Deux importants problèmes sociaux retiennent actuellement l'attention du ministère des affaires sociales: les actions engagées en vue de l'initiation professionnelle des jeunes de 14 à 17 ans et, parallèlement à celles-ci, les actions mises en œuvre en vue du reclassement des cadres âgés.

La mise en application de la loi de programme d'orientation et de formation professionnelles devrait permettre en 1967 la mise en place de nouvelles structures d'accueil des jeunes et des mesures facilitant le recyclage des cadres âgés.

Avant de conclure sur ce chapitre, il est bon de se rappeler dans quel contexte économique et social s'inscrivent les crédits des services du travail.

L'indice du niveau de l'activité passe de 113,4 en octobre 1965, à 111,8 au 1^{er} janvier 1966, 111,7 au 1^{er} avril 1966 et 114 au 1^{er} juillet 1966.

La durée moyenne du travail hebdomadaire est de 46 heures au 1^{er} juillet 1966 contre 45 heures au 1^{er} juillet 1965 et 46 heures 2 au 1^{er} juillet 1964.

L'évolution du nombre des chômeurs secourus montre une diminution très sensible du nombre des chômeurs partiels, correspondant à une reprise de l'activité dans les secteurs les plus touchés. Le nombre de chômeurs totaux marque une pointe en mars, mais tend à diminuer jusqu'au 1^{er} juillet 1966. A cette époque, il était de 33.854 et, au 1^{er} août 1966, il s'élève à 32.183.

L'évolution des offres et demandes d'emploi non satisfaites traduit une amélioration très sensible du marché du travail.

Dans le domaine de l'évolution des salaires, le salaire minimum interprofessionnel garanti est passé de 2,050 dans la zone sans abattement, en application du décret du 26 février 1966, à 2,10 en application du décret du 29 septembre 1966, soit une augmentation de 2,44 p. 100.

Parallèlement, le salaire minimum en agriculture a été relevé de 3,45 p. 100.

Monsieur le président, j'évoquerai rapidement le problème de la sécurité sociale, à moins que vous ne deviez lever la séance.

M. le président. Monsieur le rapporteur, vous disposez encore de cinq minutes de temps de parole.

M. Pierre Herman, rapporteur pour avis. Ce sera certainement insuffisant pour me permettre de terminer.

Avant d'évoquer l'évolution des prestations sociales en 1966 et 1967, votre rapporteur, comme l'an dernier, vous indique que l'on peut considérer le budget pour 1967, pour la partie relative à la sécurité sociale, comme un budget de reconduction et d'attente.

En effet, on ne retrouve dans ce budget que deux interventions traditionnelles du budget d'Etat prises en faveur des régimes spéciaux de retraites, inscrites au chapitre 47-22 — ancien 47-62 — du titre IV du budget des affaires sociales.

Il n'est sans doute par inutile de rappeler que le régime dit « général » de la sécurité sociale ne reçoit aucune subvention de l'Etat et d'indiquer dans quel cadre administratif se situe désormais la politique sociale.

J'ai rappelé au début de mon rapport que le décret du 8 janvier 1966 relatif à la composition du Gouvernement a regroupé dans un seul ministère des affaires sociales, les questions de santé publique et de population, de sécurité sociale et du travail, autrefois réparties entre deux départements ministériels.

Cette fusion a d'ailleurs été rapidement suivie d'une fission, pour ce qui concerne les questions de sécurité sociale, puisque l'organisation de l'administration centrale du ministère des affaires sociales a consacré, à partir du 7 juillet 1966, la disparition de la direction générale de la sécurité sociale dont les attributions ont été ventilées entre une direction générale de la famille, de la vieillesse et de l'action sociale et une direction de l'assurance-maladie et des caisses de sécurité sociale.

En ce qui concerne les avantages de vieillesse, l'année 1966 a été marquée par deux relèvements du taux minimum des avantages de vieillesse: allocation aux vieux travailleurs salariés ou allocation des travailleurs non salariés, plus allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

Un premier relèvement de 100 francs est intervenu au 1^{er} janvier 1966, faisant passer le taux minimum des avantages de vieillesse de 1.800 francs à 1.900 francs, soit 1.150 francs au titre de l'allocation de base et 750 francs au titre du fonds national de solidarité. Un second relèvement de 100 francs a été décidé au 1^{er} juillet 1966, et non au 1^{er} octobre comme il avait été primitivement prévu, ce dont la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ne peut que se réjouir. Ce relèvement a porté le minimum des avantages de vieillesse de 1.900 francs à 2.000 francs par an, soit 1.250 francs au titre de l'allocation de base et 750 francs, chiffre inchangé, au titre du fonds national de solidarité.

Quant aux plafonds de ressources fixés pour l'attribution de ces allocations, ils ont été portés, au 1^{er} janvier 1966, à 3.400 francs par an pour une personne seule et à 5.100 francs pour un ménage, chiffres respectivement portés à 3.500 francs et 5.250 francs au 1^{er} juillet 1966.

Les renseignements obtenus des services du ministère des affaires sociales pour l'année 1967 ne permettent guère que des suppositions.

Il a été indiqué, en effet, au rapporteur de votre commission que « les efforts entrepris en vue du relèvement du niveau de vie des personnes âgées seront poursuivis en 1967, compte tenu des impératifs financiers inéluctables », et que les plafonds de ressources évolueront compte tenu des augmentations qui seront décidées pour les allocations de vieillesse elles-mêmes ».

Il faut espérer, dans ces conditions, que les relèvements de l'an prochain seront au moins équivalents à ceux de cette année et feront ainsi passer le taux minimum des avantages de vieillesse de 2.000 francs à 2.100 francs par an au 1^{er} janvier 1967, soit 1.300 francs au titre de l'allocation de base et 800 francs au titre de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité et de 2.100 francs à 2.200 francs par an au 1^{er} juillet 1967, soit 1.400 francs au titre de l'allocation de base et 800 francs au titre du fonds de solidarité.

Il est indéniable cependant qu'un effort important a été réalisé au cours de ces dernières années pour améliorer le sort des personnes âgées. Les progrès accomplis ne sont certes pas aussi considérables et aussi spectaculaires qu'ils auraient pu l'être si l'accroissement de la population active avait suivi l'augmentation du nombre de personnes âgées. Mais il ne faut pas oublier que toute mesure tendant à augmenter l'avantage financier accordé à ces dernières a pour effet d'accroître très fortement les charges que supportent sous forme de cotisations assises sur les salaires, c'est-à-dire pratiquement sous la forme d'un impôt

sur la main-d'œuvre, les éléments productifs de la collectivité, et ce d'une manière d'autant plus lourde que le nombre des parties prenantes s'accroît d'année en année.

Rappelons pour mémoire que le nombre des personnes âgées de plus de 65 ans passera de 6.172.000 au 1^{er} janvier 1966 à 6.638.000 en 1970 et 7.200.000 en 1975, représentant 12,8 p. 100 de la population totale en 1970 et 13,73 p. 100 en 1975.

Votre rapporteur a évoqué lors de l'examen des précédents budgets le problème des activités particulièrement pénibles et de la reconnaissance de l'inaptitude au travail à l'âge de 60 ans pour les travailleurs de ces professions. Il avait reçu l'assurance que des instructions libérales seraient données aux caisses régionales de vieillesse, afin que la liquidation des pensions au titre de l'inaptitude puisse intervenir plus facilement pour ces catégories.

Il ne semble pas, à l'examen des tableaux inclus dans mon rapport, que l'on puisse être entièrement satisfait de la situation actuelle : si, en effet, le nombre des pensions liquidées pour inaptitude au travail au taux de 40 p. 100 augmente, puisqu'il est passé de 12.922 en 1961 à 27.401 en 1965, soit de 14 p. 100 à 21 p. 100 du total des pensions de droits directs, on constate que l'âge du travailleur au moment de la liquidation de sa pension augmente lui aussi, donc que l'inaptitude au travail est reconnue de plus en plus tardivement, à un âge toujours plus proche de l'âge normal de la retraite, ce qui enlève évidemment à la mesure l'essentiel de son intérêt.

C'est ainsi qu'en 1961, 30,31 p. 100 des pensions liquidées pour inaptitude étaient attribuées à l'âge de 60 ans, alors que la proportion n'est plus que 21,41 p. 100 en 1965. Inversement, 16,83 p. 100 des pensions liquidées pour inaptitude étaient attribuées à l'âge de 64 ans en 1961, alors que cette catégorie représente maintenant le quart des pensions liquidées à ce titre.

Une telle régression de la notion d'inaptitude au travail ne peut être considérée comme satisfaisante ; elle ne permet en aucun cas de régler le problème des activités particulièrement pénibles.

Il serait particulièrement souhaitable que l'on procède au moins à une enquête sur les professions pénibles et que des relations de plus en plus étroites et suivies existent entre le contrôle médical des caisses de sécurité sociale et la médecine du travail, à la fois pour une meilleure adaptation des travailleurs à leur activité selon leur âge et leur état de santé et pour une reconnaissance plus juste de l'inaptitude au travail.

M. le président. Monsieur le rapporteur, veuillez conclure. Il est dix-neuf heures quinze minutes ; or, la conférence des présidents a été convoquée pour dix-neuf heures.

M. Pierre Herman, rapporteur pour avis. Monsieur le président, m'autorisez-vous à reprendre la parole à la séance de ce soir ?

M. le président. Monsieur le rapporteur, c'est le président de la séance de ce soir qui en décidera.

La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967 (n° 2044). (Rapport n° 2050 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.) :

Affaires sociales (suite) :

Santé publique et population (annexe n° 4. — M. Bisson, rapporteur spécial ; avis n° 2074 de M. Mainguy, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Travail et sécurité sociale (annexe n° 5. — M. Raymond Boisdé, rapporteur spécial ; avis n° 2075 de M. Herman, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures quinze minutes.)

Le Chef du service de la sténographie de l'Assemblée nationale,

RENÉ MASSON.

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

2^e séance du mercredi 19 octobre 1966.

SCRUTIN (N° 288)

Sur les crédits du paragraphe II de l'article 29 du projet de loi de finances pour 1967. (Budget des postes et télécommunications.)

Nombre des votants.....	474
Nombre des suffrages exprimés.....	468
Majorité absolue.....	235

Pour l'adoption.....	274
Contre.....	194

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.		
Allières (d').	Delatre.	Lecornu.
Aizler.	Dellaune.	Le Douarec
Albrand.	Delong.	(Français).
Ansquer.	Delory.	Leduc (René).
Anthoiz.	Deltimple.	Le Gall.
Bally.	Deniau (Xavier).	Le Goasguen.
Bardet (Maurice).	Denis (Bertrand).	Lemaire.
Bas (Pierre).	Didier (Pierre).	Lemarchand.
Baudouin.	Drouot-L'Hermine.	Lepage.
Bayle.	Ducap.	Lepet.
Beauguitte (André).	Duflot.	Lepidl.
Becker.	Duperier.	Lepourry.
Bécue.	Durbet.	Le Tac.
Bénard (François)	Durlot.	Le Theule.
(Oise).	Dusseaulx.	Lipkowski (de).
Bérard.	Duterne.	Litoux.
Béraud.	Duvillard.	Lothe.
Berger.	Ehm (Albert).	Luciani.
Bernasconi.	Evrard (Roger).	Macquet.
Bertholleau.	Fagot.	Maillo.
Blgnon.	Fanton.	Mainguy.
Bisson.	Feuillard.	Malène (de la).
Bizet.	Fornoy.	Malleville.
Bleuse.	Fossé.	Marcenet.
Boinvilliers.	Fric.	Marquand-Galrard.
Boisdé (Raymond).	Frys.	Martin.
Bordage.	Gasparini.	Max-Petit.
Borocco.	Georges.	Meck.
Boscary-Monsservin.	Germain (Hubert).	Mer.
Boscher.	Girard.	Meunier (Lucien).
Bourgeois (Georges).	Godefroy.	Miossec.
Bourgeois (Lucien).	Goemaere.	Mohamed (Ahmed).
Bourgoin.	Gorce-Franklin.	Mondon.
Bourgund.	Gorge (Albert).	Morisse.
Boussseau.	Grailly (de).	Moulin (Arthur).
Boyer-Andrivet.	Grimaud.	Moussa (Ahmed-Idriss).
Bricout.	Grussenmeyer.	Moynet.
Briot.	Guéna.	Nessler.
Broussat.	Guillermin.	Neuwirth.
Buot (Henri).	Halbout (André).	Noël (Gilbert).
Cachat.	Halbout (Emile-Pierre).	Noiret.
Caill (Antoine).	Halgouët (du).	Orabona.
Caillé (René).	Hamelin (Jean).	Palewski (Jean-Paul).
Calméjane.	Hauret.	Palmero.
Capitant.	Mme Hauteclocque	Paquet.
Carter.	(de).	Pasquini.
Catalifaud.	Hébert (Jacques).	Peretti.
Catroux.	Heitz.	Perrin (Joseph).
Catry.	Herman.	Perron.
Cattin-Bazin.	Hinsberger.	Peyret.
Chalopin.	Hoffer.	Pezé.
Chamant.	Hoguet.	Pezout.
Chapalain.	Houcke.	Pianta.
Charié.	Hunaut.	Plequot.
Charret (Eduard).	Ibrahim (Saïd).	Plantain.
Chedru.	Icart.	Mme Ploux.
Chérasse.	Ithurbide.	Poirier.
Cherbonneau.	Jacson.	Poncelet.
Christlaens.	Jamot.	Poudevigne.
Clerget.	Jarrot.	Pouliquet (de).
Clostermann.	Karcher.	Pouyade.
Comte-Offenbach.	Kasperreit.	Préaumont (de).
Couderc.	Krieg.	Prioux.
Coumaros.	Kroepflé.	Quentier.
Cousté.	La Combe.	Rabourdin.
Dalainzy.	Laudrin.	Radlus.
Damette.	Mme Launay.	Raffier.
Danel.	Laurin.	Raulet.
Danilo.	Lavigne.	Renouard.
Dassault (Marcel).	Le Haut de La Morinière.	Réthoré.
Dasslé.	Leococq.	Rey (Henry).
Degraeve.		Ribadeau-Dumas.
Delacheval.		

Ribière (René). Richard (Lucien). Richards (Arthur). Richtet. Rickert. Risbourg. Ritler. Rivain. Rives-Henrys. Rivière (Paul). Rocca Serra (de). Roche-Defrance. Rocher (Bernard). Roques. Rousselot. Roux. Ruais. Sabatier. Sablé. Sagette. Saintout.	Salardaine. Sallé (Louis). Sanglier. Sanson. Schmittlein. Schnebelen. Schumann (Maurice). Schwartz. Sers. Servan-Schreiber. Sesmaisons (de). Souheal. Taittinger. Terré. Terrenoire. Thillard. Thorailleur. Tirefort. Tomasini. Tondut. Toury.	Trémolières. Tricon. Valenet. Vallon (Louis). Van Haecke. Vanler. Vendroux. Vitter (Pierre). Vivien. Voilquin. Voisin. Voyer. Wagner. Wapler. Weber. Weinman. Westphal. Ziller. Zimmermann.	Matalon. Méhaignerie. Meynier (Roch). Michaud (Louis). Milhau (Luclen). Miterrand. Moch (Jules). Mollet (Guy). Monnerville (Pierre). Montagne (Rémy). Montalat. Montesquiou (de). Morlevat. Moulin (Jean). Muller (Bernard). Musmeaux. Nègre. Nifès. Niébat. Odru. Orvoën. Pavot. Pernock.	Péronnet. Philibert. Pic. Pidjot. Pierrebouurg (de). Pillet. Pimont. Planeix. Pleven (René). Ponsellé. Prigent (Tanguy). Mme Prin. Privat. Prunayre. Ramette (Arthur). Raut. Regaudie. Rey (André). Rieubon. Rivière (Joseph). Rochet (Waldeck). Rossi. Roucaute (Roger).	Ruffe. Sallenave. Sauzedde. Schnaff. Schloesing. Secheer. Séramy. Spénale. Teariki. Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline). Tinguy (de). Tourné. Mme Vallant-Couturier. Vals (Francis). Var. Ver (Antonin). Vial-Massat. Vignaux. Yvon. Zuccarelli.
--	--	---	--	---	--

Ont voté contre (1) :

MM. Abelin. Achille-Fould. Alduy. Ayme. Ballanger (Robert). Balmigère. Barberot. Barbet (Raymond). Barniaudy. Barrière. Baudis. Bayou (Raoul). Bécharde (Paul). Bénard (Jean). Bernard. Berthouin. Billères. Billoux. Blanchon. Boisson. Bonnet (Christian). Bonnet (Georges). Bosson. Boulay. Bourdellès. Boutard. Bouthière. Brettes. Brugerolle. Bustin. Cance. Carlier. Cassagne. Cazenave. Cernolacce. Cerneau. Césaire. Chandernagor. Chapuis. Charpentier. Charvet. Chauvet.	Chazalon. Chaze. Commenay. Cornette. Coste-Floret (Paul). Couillet. Couzinet. Darchicourt. Dardé. Darras. Daviaud. Davoust. Defferre. Dejean. Delmas. Delorme. Denvers. Derancy. Deschizeaux. Desouches. Mlle Dienesch. Doize. Dubuis. Ducoloné. Ducos. Duffaut (Henri). Duhamel. Dumortier. Dupont. Dupuy. Duraifour. Ebrard (Guy). Escande. Fabre (Robert). Fajon (Etienne). Faure (Gilbert). Faure (Maurice). Feix. Fiévez. Fil. Fonlanet. Forest. Fouet.	Fourmond. Fourvel. François-Benard. Fréville. Gaillard (Félix). Garcin. Gaudin. Gauthier. Germain (Charles). Germain (Georges). Gernez. Gosnat. Grenet. Grenier (Fernand). Guyot (Marcel). Harmant. Hédor. Hersant. Hostier. Houël. Ihuël. Jacquet (Michel). Julien. Juskiewenski. Kir. Labéguerie. Lacoste (Robert). Lamarque-Cando. Lamps. Larue (Tony). Laurent (Marceau). Le Guen. Lejeune (Max). Le Lann. L'Hullier (Waldeck). Lolive. Longueue. Loustau. Magne. Manceau. Martel. Masse (Jean). Massot.
---	--	--

Se sont abstenus volontairement (1) :

Mme Aymé de La Chevrenière.	MM. Cornut-Gentille. Fouchier.	Jaillon. Lainé (Jean). Royer.
-----------------------------	--------------------------------------	-------------------------------------

N'ont pas pris part au vote :

MM. Gouton et Vaulhier.

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 158, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM. Collette.	Lalle. Le Besnerais.	Pfilmlin. Valentin (Jean).
------------------	-------------------------	-------------------------------

N'a pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Delory à M. DufLOT (maladie).
Pleven (René) à M. Bourdellès (assemblées internationales).

Motif des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Lalle (accident).
Le Besnerais (maladie).
Pfilmlin (assemblées internationales).
Valentin (Jean) (maladie).

(1) Se reporter à la liste ci-après, des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après, des motifs des excuses.